

Forbach : les Houillères en accusation

P.12

Lutte Ouvrière

**Cantonales :
la campagne
de
Lutte Ouvrière**

P. 3

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 875 - 9 mars 1985 - prix : 6 F

La fin de la grève des mineurs anglais :

pour ne pas être battus séparément,

les travailleurs

doivent

lutter ensemble



Nouvelle-Calédonie :

les reculades de Pisani

P. 4

sommaire

Dans le monde

- Page 4 :
— Nouvelle-Calédonie : les reculades de Pisani.
- Page 8 :
— L'armée israélienne au Sud-Liban : partir en laissant le souvenir le plus mauvais possible.
- Page 9 :
— L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE : une mer de problèmes.
- Pages 10 et 11 :
— Grande-Bretagne : la fin de la grève des mineurs.
— Un an de grève, un an d'isolement.
— Les responsabilités du syndicat des mineurs.
- Page 20 :
— Chili : catastrophe naturelle, incapacité gouvernementale.
— Nicaragua : les grandes manœuvres de Reagan.

En France

- Page 6 :
— Un monde fou... fou... fourrière.
— Bhopal à Béziers ?
— Pas de miracle au Vatican.
- Page 7 :
— Fraude fiscale : une institution réservée aux riches.
— Procès Willot : des bourgeois au tribunal.
- Pages 12 et 13 :
— Forbach : après les 22 morts au puits Simon.
— Renault : le « non » à Moskvitch... et les intérêts des travailleurs.
— Bernard-Moteurs ; Renault Le Mans.
- Pages 14 et 15 :
— Citroën Aulnay : la justice contre les grévistes.
Créteil CTA ; Direction de l'Équipement, Grenoble.

Culture

- Pages 16 et 17 :
— Films : *Les saisons du cœur* ; *Hollywood graffiti*.
- Pages 18 et 19 :
— Livres : *Adieu Volodia* de Simone Signoret ; *La formation professionnelle continue* de Cl. Dubac ; *Une France poujadiste* de Fonvieille-Alquier ; *L'étourdi* de J. Noli ; *La rive noire* de M. Fabre.
— Deux livres sur le Cambodge : *Les pierres crieront* de M. Szymusiak ; *La déchirure* de Ch. Hudson.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DANS NOTRE COURRIER :

A propos du service militaire

Le candidat Mitterrand nous avait promis, entre autres, de ramener le service national à six mois.

Comme nous savons ce qu'il en est, je serais désireux de savoir combien coûte au contribuable français le maintien d'un soldat du contingent (mensuellement) et combien ils sont, ceux qui sont sous les drapeaux actuellement.

Dans le même ordre d'idées, je serai intéressé de savoir ce que nous coûte un professionnel engagé de 2ème classe et combien ils sont disséminés un peu partout sur la planète.

Fidèle lecteur de votre hebdo, je n'ai pas pu encore relever dans vos articles ces quelques renseignements qui me semblent fondamentaux pour nous, précheurs de paix.
H.F. Villejuif (Val-de-Marne)

La réduction de la durée du service militaire à six mois avait effectivement été promise par le « candidat » Mitterrand. Nous

constatons comme toi qu'on l'attend toujours. Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, ce gouvernement a préféré décevoir ceux qui avaient placé des espoirs en lui.

Il y a actuellement 572 420 soldats (du contingent et professionnels confondus) sous les drapeaux. Parmi ceux-ci, on compte 31 610 soldats disséminés (chiffres de fin janvier 1984) dans le monde, dont un peu moins de la moitié dans les DOM-TOM.

En 1980 (il n'existe pas de chiffres accessibles plus récents), le coût mensuel d'un appelé était évalué à 17 000 F et celui d'un engagé de 9 000 à 20 000 F. Ces coûts incluent toutes les dépenses, et pas seulement la solde. Celle-ci, au mois de septembre dernier, s'établissait ainsi : 432 F pour un appelé de 1ère classe ; 1192,50 F pour un sous-lieutenant du contingent. Pour des engagés, cette solde est plus importante : 2003, 10 F pour un

professionnel de 2ème classe ; 4500 F pour un caporal de la Légion (mais 15 400 F s'il est en poste à Djibouti). Hiérarchie oblige, un général de brigade gagne, lui, 23888,58 F. Tout ceci sans les primes éventuelles et les multiples avantages en nature...

A côté des dépenses en personnel, il y a toutes les dépenses (bien plus importantes) en matériels toujours plus sophistiqués. Le tout confondu représente officiellement 17 % du budget de l'Etat, mais en fait le coût de l'armée est plus important : nombre de dépenses militaires se trouvent par exemple camouflées au titre du budget de la recherche.

En tout cas, il y aurait avec toutes ces sommes de quoi embaucher du personnel en nombre dans bien des services publics qui, des Postes à la SNCF et des hôpitaux à l'enseignement, en manquent considérablement !

Sur une grève à Bouvet-Magne (Villeurbanne)

Bouvet-Magne est une entreprise en équipement électrique qui emploie 250 salariés dans toute la France, dont 50 à Villeurbanne. Le mardi 26 février, à l'appel de la CGT, 35 travailleurs se mettaient en grève. Ils exigeaient le paiement d'une partie de leur salaire que leur devait la direction et demandaient des explications pour l'avenir de leur emploi. En effet les travailleurs ont de quoi être inquiets sur leur avenir.

Bouvet-Magne devait être racheté par la société SIBAM, qui fait partie du groupe EIP. Or cette entreprise vient de déposer son bilan et certains travailleurs craignent la possibilité de licenciements. Pourtant, EIP peut payer car de l'argent, elle en a. En 1984, elle a déclaré des bénéfices. Parmi ses actionnaires, il y a des gens comme le PDG Loviconi, qui est le beau-frère de Chévènement, Chévènement lui-même ou encore un ex-ministre des Affaires étrangères du Liban. Ce n'est pas la première fois que la direction refuse de payer ses salariés. Déjà en février 1984, les travailleurs n'avaient eu pour paie ... qu'un chèque en bois. Et en juillet 1984, ce n'est qu'une grève d'un jour et demi qui avait permis aux salariés d'obtenir leurs congés payés.

Aussi les salariés commencent à en avoir assez. C'est pourquoi ils se sont mis en grève du mardi après-midi 26 février au jeudi 28 février. Et apparemment, c'est le seul langage

que comprend la direction, puisque le jeudi soir non seulement les acomptes étaient versés mais en plus les heures de grève étaient payées. Ce geste a été perçu par tous les grévistes comme un recul de la direction.

Suite à cela, en assemblée générale, certains travailleurs étaient pour conti-

nuer la grève. Mais la majorité des présents pensaient qu'il valait mieux attendre la paie du 11 mars. Cependant, tout le monde est bien d'accord pour remettre ça, si le 11 mars on ne touche pas la paie et si des explications claires sur l'emploi ne sont pas données par la direction.

Un lecteur de L.O (Lyon)

Communiqués

Le Petit Odeon organise du 19 au 24 mars La Semaine des Auteurs. Six textes de jeunes auteurs seront lus par des comédiens : Geneviève Casile, Claire Vernet, Michel Vitold, etc.

Du 30 mars au 8 avril 1985 aura lieu le Printemps de Bourges avec, parmi de nombreuses vedettes, Michel JONASZ, le samedi

30 mars. Juliette GRECO, le 31 mars. Eddy MITCHELL et Johnny HALLIDAY, les 1er et 2 avril. Diane DUFRESNE, le 3 avril. Murray HEAD, le 4 avril. Angelo BRANDUARDI, le 5 avril. Léo FERRE, le 6 avril. Alexandre LAGOYA et Charliette COUTURE, le 7 avril. Paul YOUNG, le 8 avril, et de nombreuses troupes de théâtre.

Pour recevoir de plus amples informations : Printemps de Bourges, 5, rue Samson, 18000 BOURGES.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutiles

LA FIN DE LA GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS

Pour ne pas être battus séparément, les travailleurs doivent lutter ensemble

A INSI, la grève des mineurs anglais vient de se terminer par leur défaite. Depuis un an, plus de 100 000 mineurs ont monté la garde devant leurs puits, jour et nuit, pour que les jaunes ne viennent pas saboter leur grève. Ils ont affronté les policiers de Mme Thatcher, ils ont résisté aux coups, aux pressions physiques, aux pressions économiques, aux pressions morales. Car il n'y avait pas un jour où toute la presse de droite de l'Angleterre ne s'en prenait aux mineurs. Mais finalement, Mme Thatcher l'a emporté.

Est-ce donc qu'elle est si forte, cette Mme Thatcher, le chef du gouvernement conservateur anglais ? Est-ce donc que la bourgeoisie anglaise, les possédants, les riches, soient dans une telle situation que les travailleurs ne puissent pas se défendre ?

Eh bien, c'est là qu'il faut que nous, travailleurs, nous nous demandions si ce qui fait la force de nos adversaires, ce ne sont pas souvent, dans bien des cas, nos propres faiblesses.

Ce que montre la grève des mineurs anglais, c'est que de nos jours, dans le contexte de la crise économique, les grèves isolées, même si elles concernent 100 000 travailleurs, ne peuvent pas vaincre.

C'est par politique que Mme Thatcher refusait de céder, et c'est seulement en politisant leur mouvement que les mineurs auraient pu la vaincre.

Dans ce contexte de crise économique, on ne peut pas faire céder un patron, on ne peut pas faire céder l'Etat, en se contentant de refuser de travailler et en espérant ainsi l'asphyxier économiquement.

Le syndicat des mineurs a voulu jouer le jeu et se contenter de refuser de produire du charbon, en disant que, sans charbon, la machine économique anglaise ne

pourrait pas tenir. Eh bien, elle a tenu, en remplaçant le charbon par du pétrole ou par de l'électricité ou, lorsque c'était impossible, en se procurant son charbon ailleurs, en l'achetant à l'étranger. Et plutôt que de céder, Mme Thatcher a préféré que l'Etat anglais y perde de l'argent, beaucoup d'argent.

C'est vrai en Angleterre, et c'est vrai en France. Car la crise est générale. On ne fera pas céder un patron, fût-il l'Etat, isolément, aujourd'hui, en ne le touchant qu'au portefeuille, simplement en refusant de travailler.

Pour gagner, aujourd'hui, les travailleurs doivent systématiquement tenter de politiser tous leurs mouvements, de les généraliser, de les étendre à d'autres. Tant que les travailleurs se diront que les grèves des mineurs ne concernent que les mineurs et pas les travailleurs de l'automobile, ou pas les employés de banque, eh bien tous les travailleurs, mineurs, ouvriers, ou employés seront vaincus séparément. Parce que nos adversaires sont unis et centralisés.

Oui, la seule façon de faire céder Mme Thatcher aurait été que la grève des mineurs anglais s'étende aux travailleurs de l'automobile, aux employés de commerce, aux cheminots, à tous ceux qui sont des travailleurs et qui sont victimes de la politique de Mme Thatcher, qui tente justement de réduire le niveau de vie des travailleurs.

Oui, depuis un an que cette grève dure, il eut été possible, si les syndicats anglais l'avaient voulu, de la transformer en grève générale, en grève politique contre le gouvernement et sa politique économique.

Mais les syndicats anglais ne l'ont pas voulu. Quoi d'étonnant ? Derrière le nom qui est un peu différent, ce sont exactement les mêmes que les nôtres.

Arlette LAGUILLER

(Voir nos articles sur la fin de la grève des mineurs en pages 10 et 11).

La campagne de Lutte Ouvrière aux élections cantonales

Aux élections cantonales du 10 mars, Lutte Ouvrière a présenté des candidats dans quelques cantons, pour permettre, au moins dans ces cantons-là, aux électeurs de gauche de voter pour la critique sans compromis de la politique gouvernementale suivie au nom de la gauche, mais en fait au service du patronat ; pour le recours des travailleurs à leurs seuls moyens de se faire entendre, la lutte, la grève, les manifestations.

Et nous avons appelé les électeurs des cantons où la Ligue Communiste Révolutionnaire a soutenu des candidats à voter également pour ceux-ci.

Partout ailleurs, nous avons dit aux travailleurs qu'ils pouvaient s'abstenir ou voter blanc sans remords. Car c'est le seul choix qui leur était laissé s'ils ne voulaient pas, d'une façon ou d'une autre, approuver de fait une politique anti-ouvrière.

(Voir en page 5)

Les candidats Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière soutient les candidatures suivantes :

— Jean-Marie CLOREC, ouvrier aux Chantiers du Nord et de la Méditerranée, dans le canton de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) ;

— Sylvie CERVEAU, employée à la Sécurité sociale, dans le canton de Vierzon I (Cher) ;

— Régis MAYET, dessinateur PTT, dans le canton de Dijon IV (Côte-d'Or) ;

— Anne-Marie LAFLORENTIE, employée de bureau, dans le canton de Toulouse XII (Haute-Garonne) ;

— Guy LAFON, agent hospitalier, dans le canton de Pessac I (Gironde) ;

— André MOULIN, ouvrier perceur, dans le canton de Saint-Chamond Sud (Loire) ;

— Marie-France BELIN, employée, dans le canton de Saint-Nazaire Est (Loire-Atlantique) ;

— Nicole BAUDRIN, sage-femme au CHR de Lille, dans le canton de Lille Sud-Est (Nord) ;

— Georges MESTRES, ouvrier professionnel, dans le

canton de Lyon XII (Rhône) ;

— Gisèle LAPEYRE, laborantine à l'hôpital Charles-Nicolle, dans le canton de Rouen V (Seine-Maritime) ;

— Gérard BELOT, ouvrier professionnel, dans le canton de Belfort Ouest (Territoire-de-Belfort) ;

— Michel BRETON, technicien, dans le canton de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ;

— Roland SZPIRKO, ouvrier métallurgiste, dans le canton d'Aubervilliers Est (Seine-Saint-Denis) ;

— Michel JOUANNIN, dessinateur industriel, dans le canton de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ;

— Gilbert FONTANET, ouvrier métallurgiste, dans le canton de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) ;

— Patrice CRUNIL, ouvrier fraiseur, dans le canton d'Argenteuil Nord (Val-d'Oise) ;

— Claude DUFOUR, ouvrier électricien, dans le canton de Clermont-Ferrand Sud-Est (Puy-de-Dôme).

Les candidats Ligue Communiste Révolutionnaire

La Ligue Communiste Révolutionnaire soutient les candidatures suivantes :

— Marie-Madeleine MILLAUD, employée à l'ANPE, dans le canton de Saint-Denis Nord-Ouest (Seine-Saint-Denis) ;

— Joseph MONTIER, conseiller de gestion en agriculture, dans le canton d'Alençon III (Orne) ;

— Jean-Yves LALANNE, ouvrier à la Snea-P, dans le canton de Lagor, à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) ;

— Alain REMOIVILLE, ouvrier à la COFAZ, conseiller municipal à Cénon, dans le canton de Cénon - Bordeaux (Gironde) ;

— Jean-Paul VALETTE, enseignant, dans le canton de Sarlat (Dordogne) ;

— Ignace GARRY, employé à Pont-à-Mousson, dans le canton de Fumel (Lot-et-Garonne) ;

— Jean-Yves LE GOFF, employé, dans le canton de Nantes XI (Loire-Atlantique) ;

— André GARÇON, employé PTT, dans le canton de Quimper III (Finistère) ;

— Christophe INIZAN, instituteur, dans le canton de Brest II (Finistère) ;

— Yves JUIN, employé communal, dans le canton de Rennes Sud-Est (Ille-et-Vilaine) ;

— Philippe LEGRAND, employé PTT, dans le canton d'Hellemmes-Lille (Nord) ;

— Francis DEHAUT, enseignant, dans le canton de Troyes VII (Aube) ;

— Jean-François LEICK, sidérurgiste à Unimétal, dans le canton d'Herseange-Longwy (Meurthe-et-Moselle) ;

— Francine MAS, employée SNCF, dans le canton de Dreux Sud (Eure-et-Loire) ;

— Gilles HOUDOUIN, ouvrier à la COFAZ, dans le canton du Havre IV (Seine-Maritime) ;

— Eric DEFRANOULD, enseignant, à Gérardmer (Vosges) ;

— Louis ISNARDON, employé PTT, à Bar-le-Duc (Aube) ;

— Yves VANDRANE, employé PTT, à Marseille XIV (Bouches-du-Rhône) ;

— Guy REY, ouvrier métallurgiste, à Sedan (Ardennes) ;

— Raymond VACHERON, ouvrier dans le textile, à Saugues, près du Puy (Haute-Loire) ;

Les reculades de Pisani



Les affrontements entre Kanaks et gendarmes le 6 mars, à la suite de l'intervention de la gendarmerie contre trois tribus de Thio. (AFP).

« C'est un « gros coup de pouce » destiné à accélérer la « normalisation » de la situation » a déclaré Pisani à propos de l'intervention des gendarmes mobiles contre les Kanaks des tribus de Thio mardi dernier.

Cinq cents gendarmes mobiles, fusil lance-grenade en main, appuyés par des hélicoptères et quelques blindés légers, étaient arrivés ce 5 mars dès six heures du matin. Après avoir encerclé les trois tribus de Saint-Philippo et d'Ouroué, ils se sont livrés à un ratissage méthodique. Une façon de calmer les esprits, comme prétend Pisani ? Non, une « normalisation » qui ressemble à un matraquage en règle, exactement comme la « pacification » en Algérie ressemblait purement et simplement à la guerre. Mais, en 1985 comme en 1956, les socialistes ont l'art de jouer sur les mots.

Le fait que depuis plusieurs mois, depuis le boycott des élections en novembre dernier, Thio soit pratiquement passé sous le contrôle des indépendantistes kanaks était pour les colons un fait intolérable. Du coup, cela devenait pour Pisani un fait gênant, puisque la droite le lui reproche.

Certes, Pisani se dit toujours partisan de l'indépendance du territoire. Le jour même où ses gendarmes ratissaient Thio, il était, lui, à l'autre bout de l'île, en train de discuter avec le chef du FLNKS, Tjibaou. Mais il voudrait ménager la chèvre et le chou, se débarrasser du problème colonial

tout en ménageant les colons.

Or, même si Tjibaou ne revendique aucun changement social profond, se déclare prêt à accepter tous les compromis pourvu qu'on lui accorde à lui le pouvoir sur son peuple, les colons blancs, eux, ne veulent pas entendre parler même d'une parcelle de pouvoir pour les Kanaks.

Dès lors, la mission Pisani est impossible. Et plus elle se prolonge, plus le poids des Caldoches influe dans les actes du délégué du gouvernement, et plus le problème de l'indépendance se trouve différé. Car le gouvernement français ne veut pas affronter les colons de Nouvelle-Calédonie. Il a instauré l'état de siège dans le territoire, mais les rigueurs de la loi d'état d'urgence ne concernent pas les Caldoches, qui peuvent la braver en manifestant chaque fois qu'ils le veulent. Le gouvernement est incapable de se faire obéir des états-majors de l'armée ou de la gendarmerie, dont le cœur est du côté des colons, comme cela s'est encore vu lors du pique-nique organisé à Thio par l'extrême-droite caldoche il y a trois semaines. De plus, le gouvernement craint en France même les hauts cris poussés par la droite au moindre geste qui ne soit pas entièrement du côté des colons. Il recule donc devant la droite sur le problème de la Nouvelle-Calédonie, comme il a reculé devant elle sur celui de l'école libre ou du bien timide impôt sur la fortune.

Ainsi, à la suite des incidents provoqués le 17 février à Thio par la démonstration organisée par l'extrême-droite caldoche et par l'attitude de la gendarmerie, à peine Pisani avait-il annoncé la mutation d'un officier de gendarmerie et un décret d'expulsion de cinq colons, dont quatre dirigeants du Front Calédonien, organisateurs du pique-nique, qu'il était déjà effrayé lui-même par l'audace de son geste. Et il transformait en assignation à résidence le décret d'expulsion pour celui des cinq colons qui s'est rendu à la police, et ne faisait pas rechercher les quatre autres qui avaient bravé le décret en se cachant chez des amis, où pourtant le moindre journaliste peut les retrouver pour une interview.

Par contre, il fallait à Pisani se faire pardonner son audace envers les colons par un coup de l'autre côté, contre les Kanaks. Mais si, vis-à-vis des premiers, il ne s'était agi que de mesures symboliques, contre les Kanaks les coups de matraque sont de vrais coups de matraque et, quand on ne tire pas aux grenades lacrymogènes, c'est que l'on tire des coups de fusil ! Pisani n'a fait que reprendre en grand le 5 mars à Thio ce que l'extrême-droite caldoche et un officier de gendarmerie trop zélé avaient commencé en petit le 17 février. Et il ne s'en est pas arrêté là : à peine le premier ratissage à Thio terminé, Pisani annonçait : « Nous y effectuerons

quelques promenades de temps en temps ». Et un nouveau raid de gendarmerie était effectué le mercredi, moins de 24 heures après le premier, sur l'un des trois villages visités la veille.

Et pourtant ce n'est pas assez encore pour les Caldoches, qui reprochent à Pisani de ne pas avoir réussi, au cours de ces opérations, à faire mettre la main sur l'homme qui a tué, en novembre dernier, le fils d'un fermier caldoche, Yves Tual, au cours d'une fusillade dont en fait le premier coup de feu avait été tiré par le fermier caldoche. Ce ne serait pas assez non plus pour certains gendarmes mobiles qui, à en croire le journal *Le Figaro* du 7 mars, reprocheraient à Pisani de ne pas leur avoir donné le feu vert plus tôt, d'avoir laissé trop longtemps à Thio les Kanaks « humilier la gendarmerie ». Pour ces gens-là, Pisani n'en fera jamais assez. Car ils ne rêvent que d'une chose : voir les Kanaks écrasés et que revienne le bon vieux temps des colonies, où ils étaient maîtres de tout et où les colonisés n'avaient que le droit de se taire.

De ce point de vue, les raids de gendarmerie à Thio risquent de n'être que le début d'une escalade, où l'on risque de voir une fois de plus un gouvernement socialiste, venu pour négocier une politique précise, finir sous la pression de la droite par mener la politique exactement opposée.

Olivier BELIN

Essence sans plomb La concurrence carbure

Si les ministres européens ont entamé des négociations sur l'utilisation de l'essence sans plomb, ils ne semblent pas près de parvenir à un accord. Tout le problème tourne autour de l'installation sur les voitures du pot d'échappement catalytique que cette essence rend nécessaire.

Pour l'instant, seul le gouvernement allemand est favorable à l'adoption rapide de ce procédé anti-pollution. Cet empressement s'explique sans doute par le fait qu'il est un des pays les plus concernés (la moitié de la forêt allemande est aujourd'hui atteinte par la pollution), mais aussi parce qu'il est poussé par les scores électoraux du courant écologique. Enfin parce que les industriels allemands, encouragés par ce nouveau marché, ont déjà pris une longueur d'avance sur leurs concurrents européens : Volkswagen par exemple fabrique actuellement 2 000 pots d'échappement catalytiques par jour.

De leur côté, les représentants des autres pays européens freinent des quatre fers. Le gouvernement anglais voudrait que l'on attende les résultats de recherches menées actuellement sur d'autres procédés... en Grande-Bretagne. Et le gouvernement français voudrait faire retarder l'application des nouvelles normes prévues pour juillet 1991, proposant dans un premier temps de limiter la vitesse... sur les autoroutes allemandes (ce qui défavoriserait les constructeurs automobiles allemands, bien implantés dans la gamme des grosses cylindrées).

Bref, dans cette histoire, l'intérêt des forêts sert surtout de paysage à la concurrence acharnée que se mènent les trusts européens de l'automobile et du pétrole. En attendant que les oxydes d'azote et autres résidus des carburants responsables des pluies acides les aient complètement détruites.

Réduction du temps de travail sauce députés PS

Les députés socialistes se sont penchés sur les effets de la réduction du temps de travail et seraient arrivés à la conclusion... que, sous certaines conditions, elle pourrait créer des emplois.

C'est du moins ce qu'affirme le journal *Les Echos*, qui explique que l'étude des parlementaires socialistes au sein d'un groupe de travail du commissariat général au Plan est partie de deux hypothèses : que ça ne coûte rien aux entreprises et que l'effet soit neutre pour l'Etat. Alors, devinez qui fera les frais de l'opération ? Les salariés, bien sûr. Ils travailleraient par exemple 30 heures, la perte de salaire étant compensée seulement en partie par l'Etat, qui économiserait, grâce à la baisse du chômage qui en résulterait. Et les entreprises ? Eh bien, elles pourraient peut-être reverser aux salariés les gains de productivité nés de la réduction du temps de travail...

Il a fallu plusieurs mois aux experts socialistes pour penser tout ça. Ils sont même tellement contents de leur étude qu'ils ont rencontré les organisations syndicales et patronales pour les convaincre des bienfaits de ce projet. Mais ils feraient bien de temps en temps de rencontrer des travailleurs. Ils pourraient leur expliquer ce qu'ils pensent des diminutions de salaire !

LA CAMPAGNE DE LUTTE OUVRIÈRE AUX ELECTIONS CANTONALES

Arlette LAGUILLER devant les Chantiers de l'Atlantique (St-Nazaire)

« La force des travailleurs ne réside pas dans les urnes »

Mercredi 6 mars, Arlette Laguiller était à Saint-Nazaire pour soutenir la candidature de Marie-France Belin, candidate de Lutte Ouvrière aux cantonales dans cette ville.

Elle prit la parole, durant la pause de midi, sur le terre-plain de Penhoët, s'adressant à plus de 400 travailleurs rassemblés et attentifs des Chantiers de l'Atlantique où Marie-France Belin est employée.

Auparavant, celle-ci avait rappelé les effets de la politique gouvernementale, subis de plein fouet par les travailleurs des Chantiers, qui en sont aujourd'hui à ne faire que 27 heures par semaine, ce qui se traduit par des pertes sur des salaires qui ne sont déjà pas bien gros en temps normal...

A la fin de cette prise de parole, un bref débat s'engagea fraternellement avec un militant du PCF qui demandait ce qu'entendait Lutte Ouvrière par « la gauche », et qui trouvait que « les mineurs anglais avaient quand même obtenu quelque chose ». Les réponses de notre camarade furent ponctuées par les réflexions de l'assistance, quelques travailleurs en profitant pour dire ce qu'ils pensaient de l'attitude récente du PCF au gouvernement, et ce qu'ils pensaient du rôle des syndicats dans les luttes. Un débat qui fut écourté par la sirène annonçant la reprise, mais un échange d'idées qui n'est pas clos aux Chantiers.

Nous publions ci-après les principaux passages de l'intervention d'Arlette Laguiller.

Vous ressentez, comme tous les travailleurs de ce pays, que le sort des ouvriers se dégrade, que les licenciements et le chômage nous menacent tous, que le pouvoir d'achat de toutes les familles ouvrières est en baisse.

Aujourd'hui, aux Chantiers, avec l'horaire à 27 heures, c'est de 1 200 F à 1 500 F de perte sèche tous les mois sur la paye.

Dans ces conditions, il y a de quoi être écœurés devant le spectacle de ces politiciens qui s'agitent et recommencent leurs affrontements électoraux entre grands partis de gauche et grands partis de droite à l'occasion des élections cantonales.

Alors, aujourd'hui, il faut être aveugle pour ne pas voir que notre sort à nous, travailleurs, ne dépend en rien de ces affrontements, ni du résultat des élections. Et pas seulement parce que ce sont des élections cantonales et que les conseillers généraux qu'il s'agit d'élire ne servent pas à grand-chose.

Le gouvernement socialiste a abandonné l'idée de se servir des nationalisations comme d'un instrument contre la bourgeoisie et ses monopoles économiques. Il a abandonné l'idée de relancer la production en augmentant le pouvoir d'achat. Il a abandonné l'idée de faire payer les riches.

Non, les travailleurs n'ont rien vu venir d'autre que moins de pouvoir d'achat et plus de chômage. Par contre, ce gouvernement de gauche a continué et souvent amplifié la politique de subventions aux grosses entreprises capitalistes, menée par ses prédécesseurs de droite.

Depuis plus de dix ans que

dure maintenant la crise, le patronat même, avec l'aide des gouvernements, une politique consciente, déterminée, qui consiste à faire payer la crise à la classe ouvrière. Une politique qui vise à maintenir, et même à accroître, le profit des grandes entreprises capitalistes, quels que soient les aléas de la concurrence internationale. Cette politique, ils la mènent en abaissant la part des salaires, en diminuant les prestations sociales, en faisant faire plus de travail par moins de travailleurs. Pas pour mettre fin à la crise. C'est bien plus simple et bien plus ignoble que cela. La crise touche la population, mais eux, ils veulent maintenir leur standing de vie, leur consommation de luxe, leurs belles voitures, leur gaspillage. Et pour cela, c'est nous qu'ils appauvrissent, quitte à ce que les pauvres soient encore plus pauvres, quitte à ce que les travailleurs deviennent des pauvres, quitte à ce que la société en crève !

Alors, oui, tous ces jeux électoraux auxquels on nous convie sont un piège pour les travailleurs, destiné à nourrir alternativement les illusions perdues et les illusions retrouvées.

Mais pendant que les gouvernements s'usent et que l'opposition de la veille remplace la majorité du moment, l'exploitation, elle, demeure ; comme demeure la bourgeoisie, ses profits et sa mainmise sur l'Etat.

Car ceux qui dirigent et possèdent les usines, les banques, les capitaux, on ne nous convie pas à les désigner par les élections. Et pourtant ce sont eux qui dirigent vraiment l'économie. Et on ne désigne même pas ceux qui dirigent véritable-

ment l'Etat. Ni ces hauts fonctionnaires, qui refusent en ricanant ce qui les gêne dans certaines décisions du gouvernement. Ni ces généraux d'armée ou capitaines de gendarmerie, qui n'obéissent à un gouvernement de gauche que lorsqu'ils sont d'accord avec les ordres qu'il leur donne.

Mais le fait que la gauche au gouvernement se soit montrée aussi ouvertement anti-ouvrière ne rend pas pour autant la droite meilleure. Ce n'est certainement pas aux travailleurs de cautionner par leurs votes tous ces Barre, ces Giscard, ces Chirac, qui ont opprimé la classe ouvrière pendant vingt ans ! Et ces gens-là ne cachent pas qu'ils ont l'intention de profiter de leur éventuel retour pour être encore plus cyniquement anti-ouvriers.

Et puis, même par déception de la gauche, même avec l'idée de marquer une désapprobation, aucun travailleur ne doit porter son suffrage

sur un Le Pen ou un de ses semblables du Front National.

Il est pareil aux Chirac, Barre ou Giscard, dont il recherche d'ailleurs l'alliance électorale, avec le langage raciste en plus. Au pire, ses troupes d'extrême-droite feront marcher les travailleurs à coups de trique. En tous les cas, ce serait stupide pour un travailleur de voir le salut en cet ex-lieutenant de paras d'Alger, devenu le riche héritier des patrons des ciments Lambert.

Non, les travailleurs n'ont pas à courir derrière de nouvelles illusions, derrière des sauveurs suprêmes, derrière de nouveaux mirages électoraux.

Dans ces élections, les travailleurs peuvent tout au plus faire un geste politique, là où se présente un candidat révolutionnaire.

Ils peuvent faire ce geste politique de montrer qu'ils les ont jugés, ces politiciens de la gauche et de la droite, tous

autant qu'ils sont : pas mieux les uns que les autres !

Les travailleurs peuvent montrer qu'ils sont aussi hostiles à la politique du gouvernement, à sa politique d'aujourd'hui comme à sa politique d'hier, mais qu'ils n'ont pour autant ni l'intention de se désintéresser de toute politique, ni encore moins de se jeter dans les bras de la droite ou de l'extrême-droite.

Ils peuvent enfin montrer qu'il existe parmi les travailleurs un courant que la politique de la gauche au gouvernement n'a pas démoralisé, mais au contraire renforcé dans la conviction que la force des travailleurs ne réside pas dans les urnes.

Parce que nous, travailleurs, nous sommes des millions, c'est nous qui faisons tout fonctionner, qui produisons toutes les richesses. C'est cette force-là qu'ils nous faut montrer, c'est cette force-là qui nous fera crain-

A la SNECMA - Gennevilliers (Hts-de-Seine)

Mardi 5 mars, à 16 h 30, Arlette Laguiller a pris la parole à l'usine SNECMA de Gennevilliers pour soutenir deux candidats de Lutte Ouvrière aux élections cantonales : Patrice Crunil, ouvrier de l'usine, présenté dans le canton d'Argenteuil-Nord, et Michel Breton, travaillant à la Thomson-Gennevilliers, présenté à Gennevilliers-Nord.

Cette réunion était prévue dans une salle du Comité d'établissement de la SNECMA. Les membres élus du Comité avaient donné leur accord pour prêter la salle. D'ailleurs, le 30 janvier dernier, dans cette même salle, le Parti Communiste avait pu organiser une réunion au sujet des cantonales avec la participation d'un député.

Mais la veille, le lundi 4 mars, la direction a fait savoir qu'elle interdisait la réunion. Elle envoyait une lettre à Arlette Laguiller l'informant du refus « en application des articles L-431-7 et L-412-10 du code du travail (venue de personnalités extérieures à l'entreprise et non syndicales) ». Et elle menaçait le secrétaire du Comité d'établissement (un travailleur de l'entreprise) : « Nous vous mettons formellement en garde contre toute tentative de votre part de passer outre à cette interdiction ».

Cette interdiction pour les travailleurs et les élus du Comité d'établissement d'utiliser leur salle à leur guise, procédé antidémocratique s'il en est, était d'autant plus

choquante qu'il y a quelques années, lors des élections qui donnèrent le pouvoir à la gauche, le P-DG de l'époque, Ravaud, ne s'était pas gêné, lui, pour soutenir la droite, au moyen d'une note de service dans l'usine. La direction prétend interdire de faire de la politique dans les locaux du CE, mais elle ne s'interdit pas, elle, d'en faire dans l'usine.

Le 5 mars Arlette Laguiller, accompagnée de quelques dizaines de travailleurs de la SNECMA, s'est rendue à l'entrée du Comité d'établissement.

Un représentant de la direction, pas à l'aise, lui a réitéré l'interdiction. Arlette Laguiller lui a dit ce qu'elle pensait de cette interdiction et a ajouté qu'elle, personnellement, ne risquait rien à passer outre et à pénétrer dans la salle : mais le secrétaire du CE, lui, risquant d'être sanc-

tionné et, pour ne pas faire courir ce risque à un travailleur, elle prendrait donc la parole à quelques mètres de là, devant une des portes de l'entreprise. Les salariés présents, d'accord avec cette attitude, ont applaudi.

Une cinquantaine de personnes ont écouté Arlette Laguiller, ce qui n'était pas si mal, compte tenu des efforts de la direction pour empêcher certains travailleurs de venir : refus de donner des bons de sortie et présence de la maîtrise à certaines portes des ateliers (pour empêcher ceux qui travaillent en équipe d'aller l'écouter) ainsi que la présence du directeur, du chef du personnel, d'un huis-sier, accompagnés du chef de la sécurité-SNECMA et d'un adjoint, qui faisaient les cent pas devant la seule sortie permettant de se rendre au rassemblement !

Correspondant LO



LOGEMENT :

les besoins en augmentation, les constructions en baisse

Le nombre des logements construits l'année dernière est en nette diminution par rapport à 1983 : moins de 300 000 logements ont été mis en chantier, soit une baisse de 15,2 %. Dans cette baisse, les logements collectifs sont plus touchés que les maisons individuelles : 21,9 % pour les premiers, 11,8 % pour les maisons.

Et pourtant, ce ne sont pas les besoins qui manquent : ils sont estimés à 400 000 ou 450 000 par an. La crise du logement n'est un secret pour personne : les listes d'attente pour les logements s'allongent et il devient de plus en plus cher de se loger, surtout dans les grandes villes.

Ce n'est pas pour autant que les investissements se font dans ce secteur où les besoins sont importants, mais où la demande solvable de la part des classes populaires l'est moins. Et c'est cela qui guide les promoteurs immobiliers à investir ou pas. Quant au gouvernement, qui pourrait faire là des investissements utiles à la population, son seul souci est de préserver les profits des capitalistes de ce secteur.

Alors, la conséquence est que le nombre des chômeurs va augmenter dans le bâtiment et que par ailleurs, vu la pénurie par rapport aux besoins, les loyers, comme les prix de vente, connaissent de nouvelles hausses.

Pas de miracle au Vatican

25 millions de dollars de déficit en 1984 ; 30 millions prévus en 1985 : le Vatican a lui aussi des problèmes financiers. C'est pourquoi il a réuni dernièrement ses grands argentiers.

A cette occasion, le pape aurait déclaré vouloir moraliser les ressources financières du Vatican et « vivre grâce aux contributions spontanées des fidèles, sans avoir recours à d'autres moyens qui pourraient apparaître moins respectueux ».

Mais il faut croire que Jean-Paul II lui-même ne croit pas aux miracles et préfère en coulisse spéculer sur les monnaies plutôt que sur la générosité des fidèles : Mgr Marcinkus, impliqué dans plusieurs scandales financiers, dont la faillite du Banco Ambrosiano, a été maintenu à son poste de P-DG de la Banque du Vatican ! La foi se perd.

Indien vaut mieux que deux "tu l'auras"



« La Cour suprême a déclenché une situation catastrophique », a déclaré le représentant administratif du comté sur le territoire duquel se trouvent les 349 hectares de terrains que revendiquaient les Indiens Oneidas, dans l'Etat de New York.

En effet la Cour suprême des Etats-Unis a admis que le contrat de vente de ce terrain par la tribu des Oneidas à l'Etat de New York, et qui date de 1795, était illégal.

La Cour suprême leur a reconnu le droit de propriété sur ce terrain, occupé par quelques petites entreprises, ainsi que 20 000 dollars d'indemnisation.

Le problème n'est pas tant les 349 hectares que les 50.000 autres hectares que réclament les Oneidas. Et puis, d'autres « nations indiennes » pourraient elles aussi s'appuyer sur ce jugement pour réclamer, aux quatre coins des USA, la restitution de terres indiennes. Bien entendu, la Cour suprême, pas plus que n'importe quel tribunal, n'envisage sérieusement de devoir rendre justice aux Indiens.

Bien sûr, il y a aux Etats-Unis des lois à respecter et qui, ironie du sort, se sont trouvées là favorables aux Indiens. Mais il y a aussi et surtout des juges pour les interpréter. Et les hommes d'affaires de Manhattan peuvent dormir tranquilles : même si, après trois siècles de procédure, un juge reconnaît un jour la propriété de l'île aux Indiens, il aura du mal à trouver un flic pour expulser Wall Street.

Pour les compagnies d'assurances, c'est tout bon

Depuis l'été dernier, le cours en Bourse des actions UAP a été multiplié par 6, celui des actions AGF par 4,6, celui des actions GAN par 4,4 et ceux de la Lloyd Continental par 2,1.

Bref, pour les actionnaires de ces compagnies d'assurances, grâce aux réformes du bonus-malus et aux augmentations des primes, du côté des profits, ça assure !

Bhopal à Béziers ?

L'Inde, ce n'est pas la France ? Pas sûr. C'est du moins ce que l'on peut penser après la publication d'un rapport du CEA sur une entreprise de Béziers, filiale de l'Union Carbide et utilisant de l'isocyanate de méthyle (MIC), le gaz responsable de la catastrophe de Bhopal.

Selon ce rapport, depuis 7 ans que « La Littorale » est en activité, les conteneurs déchargés à Port-Saint-Louis-du-Rhône étaient ensuite régulièrement acheminés par la route, via Arles, Nîmes et Montpellier, comme n'importe quel autre produit. Or, insuffisamment protégés contre les chocs et le feu, ils pouvaient à chaque ins-

tant « provoquer un lâcher de gaz aussi dramatique qu'à Bhopal » ; non seulement en cas d'accident durant les opérations de déchargement des bateaux, mais aussi tout le long du parcours routier. Par ailleurs, à Béziers, dans l'usine même, toutes les garanties n'étaient pas prises quant aux conditions de stockage et aux systèmes de sécurité. Bien que la question ait été soulevée par des syndicalistes de l'entreprise, la direction avait continué. « Nous avions, rapportent-ils dans L'Humanité, constaté que les fûts de 180 litres n'avaient que 1,7 mm d'épaisseur, alors que le minimum est de 5 mm. Nous avons exigé un

minimum de 5 détecteurs à infra-rouge placés à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine, capables d'une réaction instantanée. Il nous a été répondu qu'ils coûtaient 250 millions de francs l'unité ».

Aujourd'hui, les responsables de « La Littorale », soucieux sans doute de relever leur image de marque, affirment renoncer à importer et à traiter du MIC pour utiliser de l'albicarde, produit paraît-il moins dangereux.

Nous voilà rassurés... jusqu'aux prochaines révélations, en espérant qu'elles arrivent avant la catastrophe.

Gauche, droite... ou à droite toute ?

L'Education nationale et l'armée « auraient tout à gagner à mieux se connaître et à s'ouvrir l'une à l'autre », vient d'affirmer Chevènement, qui décidément n'est pas en peine d'idées novatrices.

On se souvient qu'il y a un mois, il avait annoncé les grandes lignes de son plan de

réforme de l'enseignement : il fallait que les écoliers apprennent à lire et à écrire. Faut-il croire que maintenant il compte sur les juteux qui, comme chacun sait, ont un haut niveau culturel et un sens inné de la pédagogie moderne, pour accomplir cette mission ?

Cela semble une idée fixe,

chez Chevènement. Le ministre de l'Education nationale n'a-t-il pas affirmé sans rire que les instituteurs « avaient gagné la guerre de 14-18 en formant des générations au moral d'acier » ? Il oublie de dire qu'elles ont hérité, en plus, de croix de bois.

Canal Plus, une télé qui nous en demande plus

Canal Plus appelle au secours. André Rousselet, son P-DG (et P-DG du groupe Havas) demande une centaine de millions de francs à l'Etat. Pas vraiment une subvention, mais une sorte « d'avance de trésorerie », pour faire face à un « déficit prévisionnel » plus important que prévu, dû à la diminution du nombre des nouveaux abonnés, qui sont passés de 3 000 par jour à moins de 400.

André Rousselet attribue cette baisse à l'annonce faite par Mitterrand de la création de chaînes de télé privées. Et du coup, il invoque une « compensation financière ».

Si l'Etat accepte, ce sera le comble. Non seulement le téléspectateur de Canal Plus paye la redevance télé et l'abonnement pour le décodeur. Mais en plus, tous les contribuables paieront, même

s'ils ne veulent pas de Canal Plus, ou même, tout simplement, s'ils n'ont pas la télé.

En attendant, le P-DG de Canal Plus sera assuré de rentrer dans ses frais. Sans parler des fabricants de décodeurs qui, en attendant, ont au moins gagné de l'argent à les vendre.

Non mais, faut pas décoder !

Un monde fou... fou... fourrière

La préfecture de police de Paris a un gros problème : elle ne sait pas comment obliger les automobilistes de la capitale à payer les contraventions pour stationnement interdit. Selon France-Soir, 15 % seulement des amendes sont réglées par les contrevenants en temps et en heure. Les 85 % restants nécessitent d'entamer des procédures judiciaires coûteuses, longues et pas nécessairement efficaces.

Les cerveaux de la préfecture ayant observé que la meilleure façon de faire payer les automobilistes était encore de leur confisquer leurs véhicules et de ne les rendre que contre argent, ils en avaient déduit que la fourrière était l'endroit idéal pour rançonner les automobilistes.

Hélas, Paris est paraît-il une ville sous-équipée en fourrières. Le centre surtout est un désert de ce point de vue. Et comme c'est au centre de la ville que git précisément le plus gros filon de voitures mal garées, et donc la plus prometteuse des sources d'amendes, il était urgent de prendre des mesures.



Dans un mois s'ouvrira donc une nouvelle fourrière aux Halles. Une « pré-fourrière » en réalité, car elle n'aura que cent places et ne pourra garder des véhicules que pour 48 heures au maximum. En cas de non-récupération durant ce délai, les autos seront emmenées de la pré-fourrière à une vraie fourrière traditionnelle aux portes de Paris.

Selon les responsables de la circulation, on est passé de 4 000 enlèvements par mois, il y a quelques années, à 9 000 actuellement. C'est beau, le progrès. Et cela va s'étendre.

Qui parle de crise ? Voilà un secteur où on développe la production, la productivité... et les profits !

Une institution réservée aux riches

Pour les contribuables qui ont déposé à temps leur déclaration de revenus, Bérégovoy veut se montrer généreux en faisant un rabais de 5 % sur le montant de l'impôt. Mais c'est peu de chose par rapport à ce que gagnent ceux qui effectuent eux-mêmes la réduction par le biais de la fraude fiscale. L'ennui avec cette dernière solution, c'est qu'elle ne concerne pas les salariés aux petits revenus.

En effet, la première condition pour frauder de manière efficace et rentable c'est d'avoir de bons revenus, de préférence de vrais « revenus », c'est-à-dire provenant de capitaux placés ou investis, et pas de salaires officiellement déclarés.

Le journal *Libération* des 2/3 mars donne quelques exemples des méthodes utilisées par les fraudeurs, significatives de ce que peuvent se permettre ceux qui ont de l'argent, même si quelques-uns se font pincer de temps en temps.

Jean-Claude Boussac par exemple (neveu de Marcel) : « Un jour le fisc a fini par s'étonner qu'il puisse mener grand train en déclarant 60.000 F de revenus annuels. 5 000 F par mois, la somme était plutôt modeste pour un dirigeant d'une trentaine de sociétés, qui entretenait trois bateaux, avait un superbe yacht qui coûte la bagatelle d'un million de francs lourds en 1976. Le fisc enquête et s'aperçoit que J.C. Boussac n'a pas fait un seul retrait d'argent dans ses différents comptes bancaires en 1977. Les dépenses courantes de la maison ? J.C. Boussac affirme que sa femme joue

aux cartes l'après-midi et gagne suffisamment d'argent pour entretenir sa maisonnée (...). Au terme d'une enquête de trois ans, l'administration estime à 250 millions de centimes l'impôt éludé entre 1975 et 1977. Entre-temps, la prescription court. On ne peut lui réclamer que la dernière année, 400 000 F. Ça fait toujours 2 millions de francs d'économisés en deux ans. »

Première technique donc, une déclaration de revenus bidon et le temps qui passe...

Deuxième technique, les fausses factures, tel le cas de ce restaurateur des Champs-Élysées : les denrées utilisées par l'établissement étaient commandées, facturées et payées aux fournisseurs sous des noms fictifs, ce qui permettait de dissimuler des ventes, de ne pas déclarer les sommes réellement encaissées et d'avoir une comptabilité fictive correspondant à un faible chiffre d'affaires, donc à peu d'impôts. Le restaurateur en question s'est fait pincer à cause de la facture de moutarde, la seule réelle : elle était beaucoup trop importante par rapport au nombre de repas déclarés ! Mais,

pour un qui se fait vérifier et épingler, combien passent au travers ?

Mais tout cela n'est encore que de l'artisanat, du petit commerce. Au stade industriel, il y a mieux, toujours avec des fausses factures, mais cette fois surévaluées, tel l'ancien importateur exclusif en France de motos Suzuki, jugé le mois dernier pour une fraude portant sur 22,5 millions de francs lourds entre 1977 et 1979.

« Suzuki-Japon majorait le prix réel des motos vendues en France de 10 %. L'importateur « achetait » les motos le prix facturé et Suzuki lui remboursait les 10 % supplémentaires sur un compte privé, en Suisse. D'une pierre deux coups. D'une part les charges du commerçant augmentaient et son impôt sur les sociétés diminuait d'autant. D'autre part, ces « commissions » échappaient ainsi à l'impôt sur le revenu. »

Et encore celui-là n'a pas eu de chance, puisque finalement il s'est retrouvé devant un tribunal. Tous ceux qui ont ainsi mis suffisamment d'argent de côté à l'étranger pour y vivre tranquilles peuvent s'y installer en cas de pépin.

Au regard de ces quelques exemples, le salarié qui triche un peu sur des frais professionnels est un monument d'honnêteté et de civisme.

Quand on regarde le barème progressif de

l'impôt en fonction des tranches, on peut être très impressionné par les 50 ou 60 %. Mais il n'y a vraiment pas de quoi. Car si les barèmes de l'impôt s'appliquent strictement aux salariés, tous ceux qui ont d'autres revenus, et en particulier ceux qui possèdent des capitaux, ont mille moyens pour les dissimuler au fisc et diminuer d'autant la part d'impôt qu'ils payent sur ce qu'ils gagnent réellement.

En fait, une étude du CEDISP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales), citée par *Le Monde* du 6 mars 1985 et relative aux trois années 1980, 1981 et 1982, indique que la fraude fiscale arrive très largement en tête des crimes (au sens pénal)

commis contre l'Etat : « Les détournements d'impôts qui se traduisent par un surplus d'impôts à payer pour les ménages qui ne peuvent frauder le fisc ont atteint 86,45 milliards de francs en 1982, soit la moitié de l'impôt sur le revenu, en progressant d'environ 20 % par an (...). Cette fraude est près de 400 fois supérieure au montant des hold-up et agressions à main armée. »

La fraude fiscale apparaît ainsi pour ce qu'elle est : un moyen à la disposition des riches pour leur permettre d'échapper à l'impôt, qui est avant tout une énorme pompe à finances pour saigner les pauvres.

Claude CHARVET



PROCÈS WILLOT

Des bourgeois au tribunal

Il est rare que de grands bourgeois se voient contraints de comparaître au banc des prévenus, comme de petits malfaiteurs. Pourtant ce n'est pas la première fois, et déjà en 1976 les quatre frères Willot avaient dû se présenter devant la justice et avaient subi des condamnations. Ce qui les distingue des petits malfrats, c'est l'ampleur des opérations et la manière. Les Willot rachètent des sociétés au bord de la faillite (ce sont des « repreneurs », comme on dit), ils se débarrassent des secteurs les moins rentables et font passer leurs capitaux d'une de leurs sociétés dans une autre — en mettant au passage leurs profits en sécurité. Ils sont inculpés pour abus de biens sociaux, banqueroute, présentations de bilans inexacts. Le groupe se trouve aujourd'hui en état de cessation de paiements.

Ce qui distingue les Willot des autres bourgeois, ce n'est pas le fond lui-même. Les uns comme les autres tirent leurs profits de l'exploitation du personnel de leurs entreprises. Les uns comme les autres n'hésitent pas à jeter à la rue des salariés de secteurs jugés non rentables. Mais il existe aussi une légalité qui régleme les relations entre les bourgeois eux-mêmes. La justice n'est d'ordinaire pas très regardante dans ce domaine. Elle est toujours laxiste avec les patrons. Malgré tout, parfois, trop c'est trop, et lorsque les Willot ont durant plusieurs mois dissimulé un important découvert, une banque, le Crédit Commercial de France, banque habituelle du groupe Willot a fini par s'en inquiéter, par crainte sans doute de se trouver entraînée dans un éventuel naufrage. Elle a donc décidé de refuser tout crédit aux Willot. Ces

derniers, pris à la gorge n'avaient plus qu'à déposer leur bilan.

Il est vrai qu'entre-temps les Willot avaient aussi fait de mauvaises affaires. En particulier le rachat, aux USA, des magasins Korvettes s'était révélé désastreux, ainsi paraît-il que le rachat de Boussac. On ne peut pas toujours gagner. Et puis il y a la crise.

Mais si les Willot « boivent le bouillon », qu'on se rassure : ils ne passeront sans doute pas des années derrière les barreaux. Cela, c'est bon pour les braqueurs, les voleurs de banlieue, les petits délinquants. Pour les escrocs de haut vol, la justice réserve un autre traitement. Ou alors c'est le procès du capitalisme qu'on devrait faire, et le tribunal n'est pas là pour ça.

André VICTOR

On en apprend de belles...

Parfois, au tribunal, on se laisse aller à dire des choses... intéressantes.

Ainsi, sur la façon dont le groupe Boussac aurait été « refilé » aux Willot : Jean-Pierre Willot raconte qu'il se trouvait un jour dans le Concorde et qu'allant aux toilettes il tombe sur le ministre d'alors, René Monory. « On bavarde : Ça va ? — Oui et vous ? — Moi ça va, mais c'est le gouvernement. C'est Boussac qui nous embête. Ça ne vous dirait rien de le reprendre ? Je lui ai répondu : Ce n'est pas mon problème. Je ne connais pas la situation : peut-être qu'on l'étudiera. »

Finalement, Jean-Pierre Willot — quel cœur en or ! — a accepté Boussac. On ne savait pas que Monory, en avion, cherchait ainsi à refiler Boussac aux passagers fortunés. Si Willot avait ce jour-là loupé le Concorde, peut-être que

ce serait Bernard Tapie qui l'aurait eu. Qui sait ?

Plus tard, ce même Jean-Pierre Willot, expliquant les difficultés des usines Boussac, déclare : « Il fallait bien les faire tourner et, quand on n'est pas très riches... » Celle-là, il fallait l'oser.

Antoine Willot, lui, a pleuré en évoquant le jour où il a dû déposer le bilan. Il qualifie de « dégueulasse, Monsieur le Président, et je n'ai pas l'habitude d'employer ce langage », le lâchage du Crédit Commercial de France. Il rappelle pourtant que le CCF était au courant de tout : « On nous avait demandé de ne pas licencier avant les élections ». Et lorsque les Willot ont fait état de leurs difficultés avec Boussac, on leur avait répondu : « Eh bien, ne payez pas vos charges sociales ».

C'est presque aussi bien que Dallas, non ?

Partir en laissant le souvenir le plus mauvais possible



Après le raid israélien dans le village de Maarakeh au Sud-Liban, une femme désespérée sur sa maison détruite. (AFP)

Reportage de « L'Humanité »
sur l'Afghanistan :

Des soldats soviétiques, où ça ?

L'Humanité a annoncé que, face aux mensonges colportés dans la presse et les médias, elle allait publier un grand reportage intitulé « L'Afghanistan des deux côtés ». Un reporter était au Pakistan, à Peshawar, l'autre à Kaboul.

Côté enfer, côté paradis, aurait-il fallu dire. En effet, le reportage est plutôt sans nuances. Côté paradis, c'est Kaboul, où la révolution est en train de s'accomplir, après des phases d'erreur, certes, car « les jeunes révolutions sont guettées par une grave maladie : l'impatience. (...) Réalisée avec précipitation, la réforme agraire négligea le problème de l'eau. (...) L'Islam est profondément ancré dans le cœur et l'esprit des Afghans. On entreprit de le combattre ». Mais ces erreurs sont actuellement réparées, d'après le correspondant de L'Humanité. Quant au contingent soviétique, il se consacrerait seulement à l'entraînement et à la formation : « Il assure la sécurité des objectifs primordiaux : aéroports, usines, ouvrages d'art. Les rares patrouilles soviétiques croisées dans la capitale contrôlaient uniquement leurs propres soldats ». La conclusion découle donc naturellement : « Résister à quoi en Afghanistan, je vous prie ? A l'alphabétisation ? A la généralisation de l'instruction ? A la libération des femmes ? (...) Aux lois sociales ? »

Alors évidemment, dans un tel état d'esprit, la résistance ne peut être composée que de bandes de

contre-révolutionnaires payés par l'Occident pour combattre le communisme.

C'est exactement ce qu'en a retiré le reporter qui a rencontré des membres de la résistance, non pas en Afghanistan, mais au Pakistan, à Peshawar, « nid des factions de la contre-révolution afghane, rendez-vous privilégié des services secrets. (...) Peshawar, c'est le Tanger des années 40 ». Ces « combattants » rencontrés par le reporter de L'Humanité ne sont vraiment pas engageants. Ils iraient avec celui qui paie le plus. « Où se trouvent les fonds, se trouvent les soldats », écrit le journaliste.

Voilà cependant qui n'explique pas pourquoi l'armée soviétique se heurte à une résistance telle que, quatre ans après son intervention pour aider le gouvernement de Kaboul, elle est toujours contrainte de rester massivement sur place. Car, n'en déplaise à L'Humanité, l'intervention soviétique est une réalité dans ce pays, depuis 1979. L'URSS y mène une sale guerre contre des populations entières, avec d'abord 100 000, puis 140 000 hommes, des centaines d'avions, des blindés. Elle bombarde les villes et les villages, les quadrille, sème la terreur comme n'importe quelle armée d'occupation. C'est finalement cette intervention qui donne à une résistance souvent profondément réactionnaire un caractère bien plus populaire que tous les régimes qui, avec la « protection » russe, peuvent se succéder à Kaboul.

Laurence VINON

L'armée israélienne a opéré un premier retrait de ses troupes au Sud-Liban. Au mois d'avril elle devrait poursuivre son dégageant. Et pourtant les opérations de représailles contre la population s'intensifient.

Depuis plus d'une semaine, les villages sont systématiquement ratissés, à la recherche des militants des organisations de résistance. Les Israéliens font sauter les maisons censées avoir abrité des suspects ou caché des armes. La population, en majorité musulmane chiite, est rassemblée dans les cours d'écoles ou sur les places, soumise à des interrogatoires qui se terminent souvent par des arrestations. Des tracts lancés par hélicoptères avaient adressé « aux dignes citoyens du Liban » les « instructions de comportement » que l'armée entendait faire respecter. Y figuraient notamment l'interdiction de rouler en moto car, paraît-il, ce moyen de locomotion serait utilisé par les résistants pour opérer des liaisons sans emprunter les routes surveillées, ou seul dans une voiture, car ce peut être alors une voiture suicide !

Ces instructions, décrétées le 18 février, n'ont été connues de la population que six jours

plus tard : l'ancien maire d'un village, en ignorant tout, a été abattu d'une balle dans la tête alors qu'il revenait de ses champs en moto. De plus, ce n'est pas une circulaire, même émanant de leurs services, qui arrête les soldats israéliens, qui ont tiré sur une voiture dans laquelle se trouvaient quatre personnes.

Quand l'Etat d'Israël était intervenu au Liban en juin 1982, le gouvernement d'alors a déclaré que son armée était bien accueillie par la population chiite du sud. En admettant que cela ait été vrai, il n'a pas fallu longtemps pour que ces « libérateurs » apparaissent pour ce qu'ils étaient : une armée d'occupation. Une armée qui, pour se maintenir, a eu recours à la violence aveugle, aux meurtres, arrestations et destructions, qui ont suscité la résistance.

L'armée israélienne va maintenant se retirer du Liban, car la situation est intenable pour elle. La population d'Israël comprend de moins en moins pourquoi on envoie des soldats mourir là-bas. Mais, même pour les quelques semaines où elle devrait encore rester sur place, l'administration israélienne renforce ces méthodes qui l'ont rendue insupportable à la population et intensifie la

répression. La raison officielle est qu'Israël entend « assurer la sécurité de ses soldats » et de ses frontières. Le ministre israélien de la Défense, Rabin, a déclaré que « si nous n'avons pas la paix, personne ne l'aura ».

Mais Israël n'aura pas la paix comme ça, et Rabin le sait bien. Le problème pour lui est, puisque son armée doit partir, de partir quand même en faisant mal : de ne pas laisser à la population libanaise le sentiment que l'armée israélienne a dû partir en déroute. Alors il s'agit de laisser le souvenir d'une armée qui a frappé fort, qui n'a reculé devant rien, qui a terrorisé la population. Il s'agit de faire que l'armée d'Israël, au Moyen-Orient, continue de faire peur aux peuples.

Il n'est pas sûr que Rabin atteigne ce résultat. Mais ce qui est sûr c'est que, par une telle politique, il arrive à se faire haïr. Et malheureusement pour le peuple israélien, cela ne lui assurera aucune sécurité durable, au contraire : il se crée chaque jour de nouveaux ennemis. Et c'est le peuple israélien, en butte à une hostilité accrue, qui paye cette politique en vivant perpétuellement sur le pied de guerre.

Marianne LAMIRAL

IRAN-IRAK

Un conflit qui s'éternise pour les plus grands profits des marchands d'armes

Après plusieurs mois de calme relatif marqué par des attaques ponctuelles de pétroliers dans le Golfe et des duels d'artillerie sur le front, la guerre Iran-Irak semble se rallumer.

A l'attaque par l'aviation irakienne de la ville d'Ahvaz le 4 mars dernier, l'Iran a répliqué en faisant bombarder par son artillerie le port irakien de Basorah. Depuis, le gouvernement de Bagdad, qui semble prêt à une nouvelle escalade, a annoncé en représailles le bombardement prochain de 30 villes iraniennes.

Ainsi les engagements signés par les deux belligérants en juin dernier, de ne plus s'en prendre à des objectifs civils, n'auront pas tenu longtemps.

Est-ce à dire que l'on va vers une reprise générale du conflit ? Cela semble peu probable. Car, après quatre ans et demi d'affrontement, aucun des deux pays ne peut espérer l'emporter. Sur le plan militaire, aucun n'est capable de lancer une offensive décisive. Si l'armée iranienne possède une incontestable supériorité numérique, elle reste très vulnérable face à l'aviation irakienne. Quant à l'Irak, qui a pris l'initiative dans le déclenchement de cette guerre, elle n'a été capable depuis que de contenir les offensives iraniennes.



Depuis plus de quatre ans que la guerre dure, les victimes se comptent par centaines de milliers. Ici la ville de Dezful, au sud de l'Iran, en partie détruite par des tirs de missiles irakiens. (AFP)

De même sur le plan politique, aucun des deux régimes n'a trouvé les soutiens sur lesquels il comptait. Les chiites, majoritaires en Irak et sur lesquels Khomeiny misait, ne se sont pas dressés contre le régime sunnite de Saddam Hussein. Quant à la déstabilisation économique et politique de l'Iran sur laquelle comptait le régime de Bagdad en se lançant dans la guerre, elle n'a pas eu lieu.

Alors, ce conflit qui s'éternise depuis septembre 1980 et qui aurait déjà fait près de 400 000 morts risque de durer

encore longtemps. D'autant que, si les populations irakienne et irakienne sont les victimes de cette guerre, les grandes puissances, au premier rang desquelles l'impérialisme français, trop heureuses de pouvoir vendre à l'un ou à l'autre camp des balles, des obus, des missiles et autres engins de mort, en attendant de leur vendre les installations et les machines qui seront un jour nécessaires à la reconstruction des deux pays dévastés, en sont les grandes bénéficiaires.

Roger MEYNIER

Une mer de problèmes

Si l'Espagne et le Portugal appartiennent à l'Europe géographique, leur appartenance à l'Europe économique ne semble pas évidente. C'est ainsi que leur entrée dans le Marché commun, prévue pour 1986, est l'objet d'âpres marchandages et négociations qui durent depuis 1977 ! Et les sujets de désaccord avec les pays déjà membres de la CEE se succèdent.

Après les problèmes des prestations sociales, les problèmes de la production agricole (fruits et légumes et surtout vin), aujourd'hui les négociations butent sur les problèmes de la pêche, où les intérêts des différents pays semblent difficilement conciliables.

Réunis le 18 février dernier, les ministres des Affaires étrangères de la CEE ont décidé, paraît-il, de ne plus faire de concessions à l'Espagne en ce qui concerne la réglementation européenne de la pêche en mer. En particulier les représentants de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la RFA reprochent aux pêcheurs espagnols de ne pas respecter la réglementation et les quotas de prise actuellement en vigueur. En outre, ils voudraient obtenir de l'Espagne qu'elle réduise sa capacité de prise d'environ les deux tiers car, dans ce domaine où la concurrence est rude, les pays membres de la CEE ont déjà dû réduire leur flotte de 30 % à 50 %. De son côté le gouvernement espagnol refuse de céder car il ne tient pas à avoir des problèmes avec ses pêcheurs, en particulier au Pays basque,

pas plus que le gouvernement français ne tient à en avoir avec les siens. On se souvient d'ailleurs que cette concurrence acharnée avait conduit il y a peu un bâtiment de la Marine française à ouvrir le feu sur un chalutier espagnol.

Les négociations concernant « l'Europe bleue » s'avèrent donc aussi difficiles que celles concernant « l'Europe verte ». Aboutiront-elles finalement ? On ne le sait pas. Mais on sait qui en tout cas en fera les frais.

Les trusts de l'agro-alimentaire ou de la sidérurgie, même s'ils discutent âprement de la répartition des marchés, sont partisans du Marché commun parce qu'ils savent de toute façon trouver leur compte à la participation à un marché plus large. Et surtout, ils ont les moyens de faire retomber les conséquences éventuelles sur leurs ouvriers, qu'ils licencieront, ou bien sur les petits producteurs, agriculteurs ou pêcheurs.

Avec ou sans l'Espagne et le Portugal, la seule Europe que les gouvernements du Marché commun parviennent à construire, c'est l'Europe du chômage et de la crise, une Europe où il y a plus de 10 millions de chômeurs mais où l'on produit soi-disant trop de beurre, trop de lait, trop de poisson, trop d'acier, ce qui nécessite licenciements, fermetures d'entreprises, diminutions de production et nouvelle extension du chômage. Dans un monde où les deux tiers de l'humanité souffre de la faim !

Michel BROUSSE



Trois des pêcheurs espagnols qui avaient été blessés, en mars 1984, lorsqu'un navire garde-côtes français avait ouvert le feu sur un chalutier espagnol.



Contrôle des camions à la frontière franco-espagnole en mars 1984.

Le chômage s'aggrave en Espagne

En Espagne, le nombre de chômeurs atteint 2 870 000, soit 21,6 % de la population active, ce qui place ce pays au premier rang du monde occidental en ce qui concerne le pourcentage de chômeurs.

Et la courbe ne cesse d'augmenter : en deux ans, leur nombre a augmenté de 648 000 et, rien que l'an dernier, il y a eu 436 000 chômeurs en plus, soit 1 200 par jour.

La moitié des chômeurs ont moins de 25 ans, 22 % ont moins de 20 ans : c'est dans cette tranche d'âge que le chômage atteint la plus grande proportion : 55 %.

Qui plus est, près des trois quarts des chômeurs ne perçoivent aucun type d'allocation, surtout les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Un tiers des chômeurs n'ont pas trouvé de travail depuis au moins deux ans.

Ces chiffres reflètent la profondeur de la crise économique et sociale espagnole. Pendant longtemps, sous la dictature de Franco, le pays a vécu sous un régime protectionniste, à l'abri

dans une large mesure de la concurrence internationale. Depuis sa mort, la bourgeoisie espagnole a cherché à s'intégrer plus étroitement au marché européen et mondial. Et cela s'est fait, circonstance aggravante, au moment précis où la crise économique mondiale s'est traduite par un rétrécissement de tous les marchés.

Sous l'effet de la concurrence accrue, l'appareil productif industriel a été restructuré. Dans ce pays où une partie relativement importante de la population vivait encore de l'agriculture, la transformation de celle-ci en grande agriculture capitaliste a été accélérée. Et en moyenne la productivité a en effet augmenté en Espagne, entre 1975 et 1979, de 3,85 % par an, davantage qu'au Japon à la même époque. Mais à quel prix ! 750 000 emplois perdus dans l'industrie entre 1977 et 1984, 630 000 dans l'agriculture, 430 000 dans la construction ; en sept ans, 1,8 million d'emplois ont disparu.

A ce prix, les capitalistes espagnols et les trusts internationaux auxquels ils sont liés et qui règnent sur l'économie du pays ont pu défendre leurs profits et se préparer à l'entrée sur le marché européen. Ce n'est pas eux qui ont payé les frais : ce sont les centaines de milliers de travailleurs des villes et des campagnes qui ont été jetés à la rue.

On comprend dans ces conditions pourquoi le gouvernement socialiste, qui est actuellement à la gestion des affaires et qui emploie tout son crédit à faire accepter la crise à la classe ouvrière, recueille l'assentiment du patronat et des partis de droite, qui sont finalement assez satisfaits que ce soient les socialistes qui endossent les conséquences politiques de la situation. Les socialistes au gouvernement, c'est pour le patronat l'assurance que la crise économique ne débouchera pas sur un affrontement social. Du moins jusqu'à présent.

Laurence VINON

POLOGNE

Le gouvernement ne fait pas de cadeaux

La semaine dernière, le gouvernement polonais annonçait l'étalement des hausses des produits de première nécessité prévues pour le 1^{er} mars. Il essayait ainsi de désamorcer la riposte prévue par Solidarité, qui décidait d'annuler le mot d'ordre de grève générale d'un quart d'heure pour le 28 février. Annulation qui n'empêcha pas des débrayages dans certaines usines, notamment à l'usine de tracteurs d'Ursus, aux chantiers navals de Szczecin ou aux aciéries de Varsovie.

Seulement, le gouvernement polonais n'a pas renoncé à faire payer la population et a finalement maintenu un premier train de hausses pour le 4 mars, notamment sur la farine (42 %), le pain (30 %), le riz (40 %) et le sucre (45 %). La

prochaine hausse, concernant le gaz et l'électricité, sera effective le 1^{er} avril, avant les augmentations du beurre et de la viande deux mois plus tard.

En parlant du général Jaruzelski, Walesa a déclaré : « Ce monsieur ne nous fera aucun cadeau, nous devons le forcer à nous en faire ». Il n'y a aucune raison en effet que la dictature de Jaruzelski fasse le moindre cadeau à la population. Mais la classe ouvrière polonaise a déjà montré dans le passé qu'elle n'acceptait pas sans réagir les hausses importantes des prix que le régime a déjà essayé de lui imposer, que ce soit en 1970, 1976 ou 1980. Et si jusque-là le gouvernement n'a fait qu'étaler un peu les hausses, il n'est pas sûr qu'il puisse aller jusqu'au bout.

Pierre CHAMBEY

Les responsabilités du syndicat des mineurs

La grande majorité des mineurs britanniques ont maintenant repris le travail. Au bout d'un an de grève, ils rentrent à la mine les mains vides et sans doute, pour bon nombre d'entre eux, la rage au cœur.

La rage au cœur d'avoir lutté si nombreux et si longtemps, d'avoir tenu face aux violences policières, aux insultes de la presse et aux condamnations des tribunaux. Et tout ça pour rien ! Pour en arriver aujourd'hui à regarder Thatcher et les patrons pavoiser, sans pouvoir rien faire pour leur faire ravalier leur mépris et leur morgue envers les travailleurs !

La rage au cœur de savoir que, parmi ceux qui reprennent aujourd'hui, des milliers de mineurs se retrouveront demain de nouveau dehors, mais cette fois-ci ce ne sera pas en grève à 130 000, mais au chômage et tout seuls.

Aujourd'hui Scargill a le cynisme — ou l'inconscience

mais, à ce niveau, quelle est la différence ? — d'oser présenter cette défaite comme « une victoire magnifique » ! Il ose dire que « dans cette lutte les mineurs ont démontré à l'ensemble de la classe ouvrière que, lorsqu'on est décidé, on peut mettre en échec les tentatives qui visent à casser l'industrie ».

Non, les mineurs n'ont pas réussi à « mettre en échec » les licenciements décidés par Thatcher. Mais Scargill préfère mentir aux travailleurs plutôt que leur permettre de tirer les leçons de leur défaite.

Comme il a menti aux mineurs en leur faisant croire depuis le début que c'était en restant entre mineurs, en s'accrochant à leurs puits, à « leur » charbon, à « leur » industrie, qu'ils pouvaient remporter la victoire.

Bien sûr, les autres dirigeants syndicaux ont leur part de responsabilités dans l'échec. Mais qu'a fait Scargill

pour transformer l'énorme potentiel de sympathies dont jouissaient les mineurs en grève, en une solidarité active de tous les travailleurs du pays contre le patronat, contre l'Etat, contre Thatcher ? Ç'aurait été la seule chance de vaincre.

Mais pour cela, il aurait fallu passer par-dessus le corporatisme des dirigeants syndicaux, par-dessus les autorités, il aurait fallu se servir de la force et de l'enthousiasme des mineurs pour faire sauter le verrou du TUC — le Congrès des Syndicats Britanniques — et faire se rejoindre dans un même combat tous les travailleurs du pays.

Cela, Scargill ne l'a pas fait, ni même voulu. Il a agi en dirigeant syndical radical mais soucieux de respecter à la fois le jeu syndical et les règles des autorités et des institutions. Il a tourné le dos à la généralisation possible, nécessaire, de la grève, à sa politisation.

Et cette grève, qui aurait pu être une force formidable, s'est durcie dans l'isolement.

D'autant que, si la grève des mineurs a donné l'image de la détermination et de la combativité, elle a aussi donné celle de divisions profondes, lourdes d'amertume et même de haine, entre les mineurs eux-mêmes. En choisissant de donner comme seul objectif aux grévistes celui de s'affronter physiquement aux non-grévistes, le syndicat de Scargill a creusé entre eux un fossé profond, qui mettra des mois, peut-être des années à se combler. Un fossé qui constituera pour longtemps une lourde hypothèque sur la vie de tous les jours dans les villages miniers et, pire encore, dans les puits qui, dans les mois à venir, risquent d'être le théâtre de bien des règlements de comptes.

Alors, la défaite de cette grève montre les limites du réformisme de dirigeants

comme Scargill, aussi radicaux soient-ils. Ces gens-là peuvent être capables de s'affronter à la police, de défier la justice mais ils ne veulent pas s'affronter au système. Ils ne respectent pas les règles de la société. Leur politique, c'est d'abord rester dans le cadre des institutions et de la société telle qu'elle est, de respecter ses règles et de ne rien faire pour puisse les mettre en cause.

Seulement aujourd'hui, dans la crise, cette politique ne peut mener les travailleurs à l'échec et à la défaite. Pour remporter des succès, les mineurs ne peuvent plus permettre de rester isolés dans le cadre corporatiste. Ils n'ont pas d'autre choix que s'attaquer à lui, en utilisant toutes leurs forces, en poursuivant leurs luttes, en généralisant et en faisant la lutte de toute la classe ouvrière.

François ROULET

Reprise du travail dans l'amertume

C'est une conférence extraordinaire des délégués du syndicat des mineurs, réunie le 3 mars à Londres, qui a décidé à une faible majorité d'appeler à la reprise.

A Londres même, où plusieurs centaines de mineurs partisans de la poursuite du mouvement attendaient l'issue de la conférence, cette décision a suscité l'amertume générale, mais aussi la colère et le désespoir de certains.

Le soir même et le lendemain, des commandos de mineurs se sont livrés à toute une série de sabotages, incendies de locaux des Charbonnages, bris de machines, etc., dans le Yorkshire et au pays de Galles en particulier, confirmant cette réaction de désespoir au moins chez une minorité de grévistes.

Le 4 mars, les délégués de puits du Kent, un petit bassin du sud du pays, et ceux du bassin écossais ont voté la poursuite de la grève, malgré la décision nationale, pour obtenir la réintégration de leurs camarades licenciés au cours du mouvement et l'amnistie pour ceux qui sont poursuivis par les tribunaux ou déjà condamnés. Quelques puits isolés dans d'autres bassins ont pris la même décision.

Après la défaite de la grève, il reste en effet 718 grévistes licenciés. Par ailleurs, 140

autres sont en prison, certains pour plusieurs années (la plus lourde peine prononcée à ce jour a été de sept ans pour l'incendie d'un entrepôt de cars des Charbonnages). Enfin, plus de cinq mille grévistes doivent encore passer en justice.

La reprise était prévue pour le 5 mars, un an jour pour jour après le démarrage de la grève. Dans un grand nombre de puits, les grévistes se sont rendus dans leur mine fanfare et bannière en tête. Dans une dizaine de puits du Yorkshire et du pays de Galles, des piquets de grève symboliques de grévistes venus du Kent ont suffi à faire rebrousser chemin aux cortèges, entraînant même parfois avec eux des non-grévistes des dernières semaines. Dans quelques autres, le travail a cessé avant même d'avoir commencé à cause de conflits locaux avec les Charbonnages.

Au soir du 5 mars, la direction des Charbonnages a indiqué 80 % de grévistes dans le Kent, 50 % en Ecosse et au total 30 000 grévistes dans l'ensemble du pays. 30 000 grévistes qui ont voulu marquer ainsi leur solidarité avec leurs camarades licenciés ou emprisonnés. Mais il est encore trop tôt pour savoir si cela révèle une détermination de poursuivre la grève, ou bien seulement la volonté de marquer le coup et de démontrer, ainsi, qu'on ne reprend que contraint et forcé.



Des mineurs manifestant pour la poursuite de la grève, alors que les syndicats décidaient la reprise. Sur leur pancarte : « ... Continuons la lutte. Sauvons les emplois de nos collègues licenciés » (AFP)

la grève des mineurs



Des piquets de grève au début de la grève, en mars 1984.

Un an de grève : un an d'isolement

C'est le 5 mars 1984 que la grève avait démarré à la mine de Cortonwood, dans le Yorkshire, après l'annonce de sa fermeture imminente. Dans la journée, les grévistes s'étaient répandus dans les mines du bassin. Et le lendemain le mouvement touchait déjà 29 000 mineurs, lorsque les Charbonnages annoncèrent brutalement un nouveau plan de fermetures visant vingt mines et entraînant la suppression de 20 000 emplois sur 190 000.

En moins d'une semaine, la grève gagna alors tout le pays. Les uns après les autres, les puits se joignirent au mouvement, à l'appel des piquets de grève volants constitués par les mineurs en grève.

Pendant toute cette semaine, l'attitude des dirigeants du NUM, le syndicat des mineurs, fut plus qu'ambiguë. Scargill ne lançait aucune consigne et demandait aux instances régionales du NUM de prendre elles-mêmes la décision d'appeler à la grève, alors qu'un certain nombre de dirigeants régionaux s'y opposaient ouvertement. En fait, il fallut attendre la septième semaine de grève pour que Scargill lance un mot d'ordre national, après avoir fait voter une modification des statuts de son syndicat afin de lancer ce mot d'ordre « légalement »...

Pendant tout ce temps, seul un bassin, celui du Nottinghamshire, n'était pas totalement en grève. Pour des raisons locales, la majorité des mineurs, et la quasi-totalité des responsables régionaux y étaient contre la grève. Aussi, jusqu'à la mi-mai, toute la politique du NUM se résuma en un slogan : fermer tous les puits. Pendant des semaines, des milliers de mineurs des quatre coins du pays furent envoyés

dans le Nottinghamshire, devant les puits qui n'étaient pas en grève. Pendant des semaines, ils affrontèrent la police devant les puits, les barrières routières qui interdisaient tous les accès au bassin, les arrestations et, au bout du compte, l'attitude de plus en plus hostile des non-grévistes, qui finirent par considérer les grévistes comme responsables du quadrillage policier qu'ils avaient eux aussi à subir.

A la mi-mai, le NUM changea de tactique. Scargill multiplia les réunions avec les dirigeants de l'ISTC, la fédération des syndicats de la sidérurgie. Alors que le principal dirigeant de l'ISTC, Bill Sirs, était déjà tristement connu pour le rôle qu'il avait joué dans l'échec de la grève de l'acier en 1980, et qu'il avait déjà condamné la grève des mineurs comme « irresponsable », Scargill expliqua aux grévistes qu'il fallait faire pression sur Sirs pour lui imposer d'appeler les sidérurgistes à la solidarité. Et au moment même où le gouvernement annonçait des suppressions d'emplois et la fermeture probable de deux aciéries, au lieu de s'adresser aux sidérurgistes en les invitant à se battre contre les suppressions d'emplois aux côtés des 150 000 mineurs en grève, et quoi qu'en pensent leurs dirigeants syndicaux, Scargill continua à demander à Bill Sirs d'appeler ses syndiqués à refuser d'utiliser le charbon, autrement dit à faire grève sur les revendications des autres. Du coup, Scargill réussit le tour de force de faire apparaître la grève des mineurs comme une menace qui pesait sur l'emploi dans les aciéries !

De nouveau, de la mi-mai à la fin juillet, des milliers de mineurs furent mobilisés aux

portes des aciéries pour bloquer la production, face à des forces de police considérables et bien mieux organisées. Il y eut des affrontements très violents, d'innombrables arrestations, pour au bout du compte un résultat dérisoire sur le terrain et l'hostilité de plus en plus ouverte des sidérurgistes.

Ce fut à ce moment qu'éclata la première grève des dockers. Pendant 13 jours, 35 000 dockers firent grève contre l'utilisation de jaunes pour décharger un cargo destiné à une aciérie. Pendant ces treize jours, Scargill et les dirigeants des dockers multiplièrent les réunions au sommet. Mais les mineurs restèrent aux portes des aciéries, tandis que les dockers avaient bien du mal à assurer tout seuls les piquets de grève sur les gigantesques docks commerciaux. A aucun moment le NUM ne s'adressa aux dockers pour les inviter à joindre leurs forces à celles des mineurs dans un combat commun contre les suppressions d'emplois et l'austérité. Pas même lorsque les dirigeants des dockers appelèrent à la reprise sans avoir rien obtenu.

Un mois plus tard, le même scénario devait se reproduire lors d'une deuxième grève des dockers, qui dura cette fois-ci trois semaines et regroupa 20 000 grévistes. Pas une seule fois Scargill ne se départit de son attitude respectueuse vis-à-vis des dirigeants syndicaux des dockers. Et lorsque des mineurs du pays de Galles prirent l'initiative d'aller prêter main-forte à des dockers de la région, ils se virent même désavoués par le NUM.

Finalement, la grève des dockers s'écroula, faute de perspectives. Et cette deuxième occasion ne devait

pas se produire une troisième fois. Dans la même période, face aux mouvements qui se déroulaient dans un grand nombre d'entreprises de l'automobile, le NUM ne se départit pas de cette attitude de « chacun pour soi », et de nouveau ces grèves furent des demi-échecs ou des échecs totaux, alors que souvent, à quelques kilomètres de là, des milliers de mineurs en grève auraient pu intervenir aux côtés des ouvriers et profiter de la circonstance pour montrer qu'ensemble ils étaient plus forts.

En septembre, lors du congrès du TUC, les dirigeants de l'ensemble des syndicats adoptèrent une motion de solidarité envers les mineurs, motion très vague où ils manifestaient surtout leur volonté de ne pas se mouiller dans un tel mouvement. Ce qui n'empêcha pas Scargill, lui qui avait toujours dit aux mineurs qu'ils étaient bien assez forts à eux seuls pour faire reculer Thatcher, de présenter cette motion comme une promesse de solidarité. Et jusqu'à la fin de la grève, il devait s'en servir pour dire aux mineurs que, si la grève traînait en longueur, c'était à cause de la mauvaise volonté des dirigeants syndicaux à remplir leurs engagements, et que donc il n'y avait rien à faire qu'à attendre qu'ils changent d'avis, et à tenir jusque-là.

Pendant ce temps, le gouvernement passait à l'offensive. Partout où il trouvait un volontaire pour briser la grève, il mobilisait des centaines de policiers pour forcer les piquets de grève. A partir d'octobre — et cela dura jusqu'à la fin du mouvement — la consigne générale du NUM devint : pas un jaune dans les

mines. Le jaune devenait l'ennemi à abattre, ou en tout cas à intimider jusqu'à ce qu'il change d'avis. Et le même processus qui s'était déjà produit dans le Nottinghamshire, au début du mouvement, se reproduisit dans la plupart des bassins en grève, mais cette fois-ci les grévistes avaient déjà derrière eux sept mois de grève, avec toutes les difficultés matérielles que cela comporte, et le sentiment d'avoir en face un adversaire bien plus coriace que prévu. Dans les communautés minières, la division entre grévistes et non-grévistes s'accrut, et pas seulement devant les puits mais dans la rue, dans les pubs. Les rancœurs montèrent au point d'en venir à des mesures de rétorsion, parfois même contre les familles, simplement parce que l'un des leurs était non-gréviste. Certains en vinrent non plus à choisir leur camp par rapport à la grève, mais par solidarité avec un parent ou un ami molesté par des grévistes.

C'est dans ces conditions, les plus démoralisantes qui soient, qu'en janvier, après 9 mois de grève, le mouvement de reprise du travail a vraiment commencé à se développer, jusqu'à, semaine après semaine, au fur et à mesure des échecs successifs dans les négociations entre le NUM et les Charbonnages, atteindre le cap de 50 % de non-grévistes au début mars.

Tout au long de ce lent pourrissement du mouvement, l'attitude de Scargill n'a pas varié. Jamais son corporatisme, et son respect envers les appareils syndicaux et ses collègues du TUC ne s'est démenti. Jamais, jusqu'à la défaite !

FORBACH : après les 22 morts du puits Simon

Un accident prévisible

Les 22 mineurs tués le 25 février à la mine de Forbach sont enterrés. L'affaire est désormais entre les mains des commissions d'enquête et de la justice. Comme d'habitude, il faudra du temps pour connaître leurs conclusions, si même on les connaît un jour.

Mais, pour les mineurs, il n'y a pas besoin de les attendre pour connaître le responsable de la mort de leurs 22 camarades. Ils savent, pour descendre dans la mine tous les jours, que c'est le profit, la course à la productivité qui y font la loi, au mépris de la sécurité de ceux qui y travaillent. Au mépris de leur vie.

Le mot d'ordre de grève lancé par la CGT, la CFDT et la CFTC des Houillères de Lorraine, au lendemain de la catastrophe du puits Simon, a été largement suivi. Plus de 80 % des mineurs ne sont pas descendus dans la mine lundi dernier, pour réclamer une meilleure sécurité.

Mais dans cette catastrophe, une fois de plus, comme à Liévin et à Merlebach, plus que l'application stricte des règles de sécurité, ce sont les conditions mêmes de l'exploitation, la « modernisation », qui sont en cause.

La direction se vante des progrès techniques réalisés ces dernières années, qui ont permis d'améliorer le rendement. L'abattage et le transport du minerai ont été totalement mécanisés. Mais cela a augmenté la production de poussières nocives et concentré le dégagement de grisou. La puissance des machines dégage une quantité considérable de poussière inflammable, qui se dépose sur les parois.

L'électrification accroît le risque d'allumage des mélanges gazeux explosifs par des étincelles électriques.

Pour obtenir un meilleur rendement, on a dissocié les travaux préparatoires de creusement des travaux d'abattage. Mais le résultat, c'est que les galeries en cul de sac se sont multipliées, avec un aérage insuffisant.

Dans la veine 18, au puits Simon, deux chantiers étaient simultanément en

cours, avec un aérage secondaire et un ventilateur tertiaire. « On n'a pas besoin de chercher longtemps. Cette situation était une provocation, pour moi, même un acte criminel, a déclaré un ancien boute-feu. C'était presque la même situation qu'à Sainte-Fontaine en 1959 »...

Face à cette aggravation des conditions de travail, la réglementation de sécurité n'a pas été révisée, elle est devenue désuète. Les seules mesures de prévention qui ont été prises ont consisté à développer des contrôles automatiques complexes très sophistiqués. Mais les informations sont centralisées au jour, ce qui prive les mineurs d'une partie du contrôle. Lors de l'explosion au puits Simon, les appareils de sécurité au jour n'ont rien enregistré !

Le puits Simon dispose de 40 télégrisoumètres pour 120 Km de galeries. Mais, contrairement à d'autres puits, le fonctionnement de ces appareils n'est pas obligatoire dans les travaux préparatoires.

Le télégrisoumètre était bien présent, installé à l'avant de la machine, mais comme celle-ci n'était pas encore productive, il n'était pas en état de fonctionnement ! Et, comme le disait un délégué mineur : « Le pire c'est que, en ce genre de chantier en cul-de-sac, on devrait en avoir besoin plus qu'ailleurs ! Et cela dépend des directions locales. »

Contrairement à tous les

discours de la direction, qui affirme que la mécanisation a rendu les conditions de travail moins pénibles, celles-ci n'ont fait que s'aggraver dans les tailles.

L'utilisation de machines de plus en plus puissantes est dangereux et expose les

mineurs au bruit, qui est devenu permanent : beaucoup souffrent de troubles auditifs. La pulvérisation d'eau contre les poussières fait travailler les mineurs dans l'humidité et dans la boue.

Et, pour rentabiliser les

machines et augmenter la productivité, les Houillères suppriment des emplois : l'an passé, les Houillères de Lorraine ont produit 300 000 tonnes de plus qu'en 1983, avec 1 200 employés en moins.

Correspondant LO



Des rescapés sortant de la mine Simon à Forbach, après l'explosion. (AFP).

L'enquête s'annonce laborieuse

Trois jours après l'explosion, la direction faisait déjà reprendre le travail au puits Simon.

« Quelles garanties avons-nous dans la zone sinistrée ? » déclarait un délégué de la CGT à ses camarades. L'inquiétude était grande. « La taille est encore chaude là où ça a sauté », affirmait un mineur.

Comme la direction n'avait même pas envoyé de représentant, c'est un délégué de FO qui demandera de reprendre le travail.

« On travaille à 500 mètres de l'explosion, c'est encore dangereux », disait un mineur à la prise du poste d'après-midi. Ce n'est qu'à la fin de la journée que le juge d'instruction

fait poser des scellés sur le puits pour arrêter le travail et permettre à l'enquête de commencer.

Celle-ci s'annonce difficile.

La direction des Houillères avait fait organiser les obsèques avant même que le permis d'inhumer ne soit délivré, ce qui a forcé les enquêteurs à rouvrir les cercueils pour faire les examens d'usage. C'est alors qu'ils constatèrent que seules 4 des victimes avaient été directement tuées par l'explosion, les autres étant morts intoxiqués par l'oxyde de carbone.

Les mineurs ne disposaient pas de masques à oxygène : certains corps ont été retrou-

vés loin de l'explosion ; et seuls sont équipés de ces appareils auto-sauveteurs les chantiers supposés les plus exposés, chaque appareil coûtant environ 2 000 F !

La commission n'a pu enquêter que dans les quartiers proches du lieu de l'accident, l'accès de celui-ci restant interdit par la direction pour des raisons de sécurité.

Pour ces mêmes raisons, elle a refusé l'accès de la mine à un avocat des familles qui voulait accompagner les experts mardi dernier, le jour de la reprise du travail. Les zones sinistrées pouvaient recevoir 5 personnes... mais pas 6.

□ RENAULT (Le Mans)

Le mécontentement s'accumule

A l'usine Renault du Mans, le mécontentement s'accumule depuis plusieurs mois.

Peu à peu, la direction resserre la discipline. Des camarades qui étaient en nuit se sont vu muter en équipes, avec des pertes de salaire de l'ordre de 1 500 F. Un travailleur du 85 est menacé de licenciement car il est absent de l'usine depuis plusieurs mois pour raison de santé. Plusieurs autres licenciements, pour les raisons les plus diverses, ont eu lieu.

Sur certaines chaînes, l'automatisation a fait que

nous passons parfois de 30 à 6. Résultat, c'est la valse des mutations de secteurs en secteurs, de l'Automobile au Tracteur. La mobilité, c'est déjà un fait dans l'usine.

Avec les départs en FNE, les effectifs de l'usine vont passer de 8 600 à 7 200. C'est donc avec 1 400 travailleurs en moins que la direction compte faire sortir la même production. Mais les départs en FNE ne semblent pas lui suffire. La direction fait aussi des propositions de départ volontaire à ceux

d'entre nous qui ont plus de cinq ans d'ancienneté, en leur offrant, indemnités comprises, 7 à 10 millions de centimes.

Nos congés, eux, seront bloqués quatre semaines en août. La direction a d'ores et déjà annoncé que les dérogations seront exceptionnelles.

Avec l'aval des syndicats CFDT, CFDT, CGC et CSL, la direction nous a amputé notre salaire de 0,2 % soi-disant pour créer des emplois, alors qu'elle en supprime à la pelle. Les menaces de licenciements à la Division Matériel Agricole sont confirmées par Douyère, député PS de la Sarthe, qui dans une réunion s'est demandé : « Est-ce bien la vocation de la Régie de fabriquer des machines agricoles ? »

Tout cela, dans le contexte

des menaces gouvernementales contre les travailleurs de Renault, a fait monter l'inquiétude. Des camarades démoralisés donnent leur démission. Mais dans les ateliers, l'ambiance est maintenant à la grogne.

Les travailleurs de la Mutuelle Renault ont débrayé trois jours, pour obtenir les mêmes primes que nous avions obtenues à l'usine lors de la grève de septembre. Au Tracteur, c'est à 300 que nous avons débrayé 1 heure 30 par solidarité. Au GG, le secteur qui avait démarré la grève en septembre, on a débrayé, jeudi 28 février, pour les salaires. D'autres débrayages ont eu lieu dans d'autres secteurs, notamment à la Fonderie.

A la Peinture, au Tracteur, des gars accrochent les délé-

gués pour leur demander : « Quand est-ce qu'on y va ? »

En effet, il faudrait « y aller » car, face aux menaces de la Régie, la seule solution est de se faire respecter. Mais alors il faudra essayer d'entraîner l'ensemble des travailleurs de la Régie et aussi ceux des autres secteurs. Il n'y a pas d'autre moyen de mettre un coup d'arrêt à une offensive qui est politique et qui menace l'ensemble de la classe ouvrière.

En tout cas, cela doit être l'objectif des travailleurs, si ce n'est pas celui des directions syndicales, dont on ne sait quelles sont les intentions, car elles se gardent bien, y compris la CGT qui se veut offensive, d'en discuter avec les travailleurs et de les tenir au courant.

□ RENAULT

Le « non » à Moskvitch ... et les intérêts des travailleurs

Aujourd'hui c'est officiel, la Régie Renault ne construira pas l'usine de moteurs prévue pour Moskvitch en URSS. Il est sûr que le gouvernement est « dans le coup », des raisons de cette non-signature.

A la Régie, le PCF, la CGT sont depuis plusieurs mois en alerte sur cette affaire. A la DCAI (Direction centrale des affaires internationales), à la DME (Direction des méthodes extérieures), des ingénieurs, des techniciens, des employés ont travaillé sur ce projet depuis des mois. Il s'agissait de construire en URSS une usine de moteurs, la même que celle mise en route à Cléon en 1981, ainsi qu'au Mexique (Rimex) en 1983.

Pourquoi la direction ne conclut-elle pas ce contrat, contrat que *L'Humanité* évalue à 7 milliards de francs, « payés rubis sur l'ongle, en dollars », comme le disait un tract CGT à Billancourt ? Nous n'en savons rien. La direction n'a

pas pour habitude d'expliquer le pourquoi du comment aux syndicats et encore moins aux travailleurs.

Mais depuis plusieurs semaines, à Billancourt, le PCF et la CGT diffusent tract sur tract à propos de l'affaire Moskvitch qui risquait de ne pas se faire. Il faut dire que c'est un terrain d'action rêvé pour le PCF, qui concilie le « Produire français » habituel avec le développement des relations avec l'URSS. Ainsi, les tracts du PCF dénonçaient la Régie qui refuserait 7 milliards de francs... et 1 000 emplois alors que, toujours d'après le PCF, la politique américaine coûterait de l'argent à la Régie.

A Billancourt, le 27 février dernier, la CGT appelait tous les employés, techniciens, ingénieurs et cadres des secteurs « biens d'équipement » liés au contrat Moskvitch à participer le jeudi 28 février à un rassemblement dans l'usine à



8 h 30. Pour les autres secteurs, la CGT préconisait pétitions, délégations.

Le jour du rassemblement, il y avait plus de monde que d'habitude, environ 500 professionnels et quelques OS des différents ateliers d'outillage et d'entretien étaient là. Les techniciens liés au contrat Moskvitch, eux, ne s'étaient pas déplacés. Mais les travailleurs présents étaient contents d'être là. Leur inquiétude, leur mécontentement n'étaient pas liés au

contrat Moskvitch mais au fait que la direction, le nouveau P-DG, nous préparait des suppressions de postes. Un ouvrier de l'entretien disait : « Le département 14 va disparaître, le 49 diminue, je suis à l'entretien de ces départements. Alors que vais-je devenir ? ».

Ce débrayage est significatif. Le PCF, la CGT Renault parlent de Moskvitch, mais les travailleurs débrayent pour montrer dès

maintenant à la direction qu'eux ne sont pas décidés à la laisser licencier sans réagir.

En attendant la décision de Besse annoncée pour avril, c'est la seule action que le syndicat — ou plus exactement la seule CGT, car les autres en font encore moins — ait proposée aux travailleurs.

La situation exigerait bien autre chose.

Correspondant LO

□ BERNARD-MOTEURS (Rueil)

Des licenciements annoncés dans une filiale Renault

Bernard-Moteurs est une filiale de la Régie Renault qui fabrique des petits moteurs thermiques destinés à la motoculture de loisirs (tondeuses, etc.), au Bâtiment et aux Travaux publics.

Les décisions sont prises par la direction de Renault qui détient 96 % du capital.

Les projets de licenciements s'y succèdent presque chaque année, et l'effectif est passé, en dix ans, de 2 200 personnes à moins de 500 actuellement.

En septembre dernier, la direction a annoncé un nouveau projet de suppression d'effectifs lié à l'arrêt du montage des tondeuses, repris par Electrolux. Elle affirmait : « Il apparaît aujourd'hui qu'une seule solution permette d'envisager la survie de l'entreprise, solution qui consiste à mettre fin aux activités de loisirs. »

Pourtant, lors du précédent plan de licenciements de 190 personnes (au début 1983), elle déclarait exactement le contraire, disant que le secteur loisirs était « le seul secteur d'activité pouvant représenter la survie et l'avenir de Bernard-Moteurs ».

Il faut dire que nous changeons de P-D.G. après chaque

projet de licenciement, l'ancien étant recasé à la direction de Renault (l'un d'eux, François Doubin, a même finalement choisi de faire carrière dans la politique comme nouveau président des Radicaux de gauche).

Mais si la direction change de « stratégie » comme de chemise, le résultat final est toujours le même : demander des licenciements.

Aujourd'hui, après avoir déjà supprimé de nombreux postes en douceur (mutations dans le groupe Renault, prime de 50 000 F aux licenciements « volontaires », retour au pays...), la direction vient de déposer à l'inspection du travail une demande de 38 licenciements « secs », dont 7 délégués (la plupart de ceux qui restent à l'usine). Ceci sans même respecter son engagement de proposer à chacun deux reclassements dans le groupe ou à l'extérieur avant tout licenciement.

Si Renault hésite encore à licencier à la Régie elle-même par crainte des réactions, dans ses filiales, comme Bernard-Moteurs, les licenciements sont déjà en route.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES..

LES TUC SONT LÀ

Dans certains services de l'hôpital, des jeunes entre 16 et 21 ans ont été « embauchés » à 1.200 F mensuels pour 20 heures hebdomadaires : ce sont les « TUC ».

Si pour le moment ils sont employés à de menus travaux, cela risque de changer. Car l'hôpital ne fait pas la charité : le but est de nous habituer à leur présence et, quand il y aura des trous, tout le monde verra d'un bon œil ce personnel sous-payé nous donner un coup de main, voire boucher les trous.

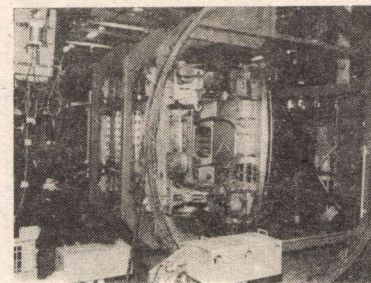
Quant à ces jeunes, le gouvernement cherche à les dresser à accepter de travailler au rabais, tout en faisant baisser les chiffres du chômage.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* Pitié-Salpêtrière (Paris).

VOUS AVEZ DIT OCCASIONNEL ?

En Maintenance, au montage sur presses, des intérimaires sont postés : c'est occasionnel ! Pour démarrer les Planchers R 4, des intérimaires, c'était occasionnel ! Les heures supplémentaires à la Peinture, c'est occasionnel ! Bon nombre d'intérimaires en Peinture en ce moment, c'est

encore occasionnel ! De nombreux intérimaires employés dans toute l'usine en période de vacances, c'est toujours occasionnel !



Bref, le manque de bras, lui, est permanent ; et l'occasionnel, ce sont les embauches !

C'EST ETUDIÉ POUR

A la Mécanique, un nouveau magasin a été installé. Et comme d'habitude chez Chausson, tant qu'à faire les choses, autant les faire à moitié : seul le sol a été repeint ! La peinture a dû manquer pour les murs, pourtant peu reluisants.

Remarque, c'est sans doute pour qu'on ne voie pas leur état crasseux qu'il manque aussi la moitié des éclairages...

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Chausson Gennevilliers - Usine H.

HEUREUSEMENT QU'ILS NE PAYENT PAS L'ESSENCE !

A la Carrosserie, on prépare activement la venue des 800 « TUC » prévus sur la RATP. On repeint des 4 L en couleur marron et jaune. Ticket chic, ticket choc. Par contre, ce qui est moins chic et qui choque, c'est de leur donner 1.500 F par mois de rémunération.

Avec cette misère, on se demande comment ils vont pouvoir se sentir motivés pour vanter les mérites de la RATP dans les rues de Paris et de la banlieue !

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* RATP - Championnet.

ELLE EST BIEN BONNE

A la Régie, il paraît qu'il n'y a plus d'argent. Par contre, des idées, certains en ont. Ainsi dans certains secteurs des employés partant en FNE en 1985 sont envoyés au cours de formation... Il était temps.

Renseignements pris, il ne s'agit pas de préparation à la retraite, d'information sur des voyages, de cours sur l'archéologie, les loisirs. Non, il s'agit bien de cours liés au travail. F.N.E. = Formation Nouvelle Elaborée.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* RNUR Billancourt - Bureaux.

□ CENTRE DE TRI POSTAL (Créteil)

□ LA DIRECTION
DE L'EQUIPEMENT (Grenoble)

Réactions contre 26 suppressions d'emplois

Jeudi 27 février, nous étions 150, environ 40 % du personnel du Centre de Tri de Créteil, à avoir débrayé pour protester contre des suppressions d'emplois. En effet, la semaine précédente, la direction départementale en avait annoncé 55 dans le Val-de-Marne : 29 concernaient des bureaux de poste et 26 avaient lieu au Centre de Tri.

Mais si, cette fois-ci, c'est le Val-de-Marne qui est touché, c'est dans l'ensemble des PTT qu'on assiste à des diminutions d'effectifs. Tour à tour, les différents départements ont déjà été concernés par de telles mesures. En fait, partout la direction des PTT, pressée par le gouvernement, veut supprimer des emplois. Depuis plus de deux ans maintenant, il est beaucoup question dans les hautes sphères de... modernisation, de rentabilité... De plan Daucet en rapport Chevallier, l'objectif est clair : accroître le rendement des installations déjà existantes et celui du personnel, réorganiser le trafic postal en vue d'établir de nouvelles économies.

En 1983, l'administration

s'était lancée dans l'application du plan Daucet, qui modifiait en particulier les horaires de travail. Finalement, elle n'a appliqué qu'en partie ce qu'elle avait prévu, du fait des réactions du personnel — de nombreux mouvements de grève ont eu lieu — et du fait de ses propres problèmes d'organisation.

Mais si elle tardait, elle ne renonçait pas. Et elle a annoncé à la fin de 1984 des suppressions d'emplois. Informé le 21 février, le personnel du Centre voulait réagir. Nous savons ce que vont signifier ces 26 suppressions de postes au fur et à mesure qu'elles vont devenir effectives dans les

mois qui viennent, si nous laissons faire : un rythme de travail accru, un volant de remplacement réduit, le directeur et les chefs sur le dos dès que le volume du courrier s'accroît et que cela commence à coïncider.

Pour l'instant, l'ensemble du Centre n'était pas prêt à faire plus qu'un débrayage pour bloquer le projet de l'administration puisque, dès le vendredi, le nombre de grévistes était moindre que la veille. Et nous avons donc tous repris le travail le lundi. Mais le débrayage de jeudi a au moins marqué le coup dès l'annonce des réductions prévues.

Correspondant LO



Le centre de tri de Créteil lors d'un mouvement précédent.

Echec à un licenciement

Un agent du service des transports de la Direction de l'équipement (D.D.E.) de l'Isère, réembauché depuis un mois en tant que vacataire sur le poste qu'il occupait pendant les trois ans et demi précédant sa démission, s'est vu signifier le 21 février son licenciement effectif au 1^{er} mars. La raison invoquée était le défaut d'accord entre la DDE et le Conseil général de l'Isère pour le rémunérer.

Le personnel du service a été indigné par un tel agissement, d'autant plus que le poste de cet agent était toujours vacant et que le travail ne manquait pas dans le secteur transports collectifs dont il s'occupait.

Dès le 25 février, il s'organise pour faire échec au licenciement. Un tract est diffusé dans tous les services et une pétition recueillie en deux jours 187 signatures, ce qui est un succès, car une fraction du personnel est en vacances. La CGT et FO apportent leur

soutien à l'action, la CFDT s'abstient.

Sans doute parce que nous sommes en pleine période électorale, le Conseil général de l'Isère, à majorité PS et présidé par Louis Mermaz, se sent alors dans ses petits souliers : on peut en juger par les nombreuses réactions allant jusqu'à des pressions sur des chefs, et aussi par les promesses faites peu après au « licencié » : sa vacation sera prolongée de quelques mois.

Mais pour le personnel, cette solution provisoire reviendrait, en fait, à repousser la date du licenciement après les élections cantonales. C'est inacceptable et l'action continue. Lundi 4 mars, une délégation devait être reçue par Migaud, adjoint de Mermaz : elle devait lui remettre la pétition et une lettre demandant la réintégration définitive de l'agent.

Correspondant LO

Idées de patrons



Mitterrand visitant un chantier de TUC à Rennes. Serrer les paluches paye plus que manier la truelle.

Dans la série « Pour lutter contre le chômage, faisons payer les travailleurs », le CNPF aurait lancé une nouvelle idée : instaurer le SMIJ, c'est-à-dire un SMIC au rabais pour les jeunes de 16 à 25 ans, histoire d'inciter les patrons à embaucher, bien sûr.

Si les jeunes sont prêts à travailler pour 1.200 ou 1.700 F par mois (à mi-temps) dans le cadre des TUC (Travaux d'utilité collective), pourquoi finalement ne pourrait-on pas les faire travailler en usine à plein temps pour un petit peu plus, se disent les

patrons ? Surtout que « de nombreux jeunes seraient prêts à gagner moins que le SMIC pour sortir de la condition frustrante de chômeur », affirme une étude publiée par le club « Echange et projets » créé par Jacques Delors.

Ben voyons ! On voit déjà les patrons, le cœur sur la main, faire œuvre de charité en embauchant des jeunes pour une bouchée de pain. Pour leur permettre de ne plus être frustrés au chômage, on en fera des frustrés du salaire. On n'arrête pas le progrès !

ECHOS DES ENTREPRISES

Nous ne ferons pas de miracle

Sous l'Informatique, pour stocker son papier, la direction a fait creuser une cave équipée d'un monte-charge. Ça fera sans doute de la place.

Seulement, la hauteur du plafond n'est que de 1,80 mètre.

Pour y entrer, il faudrait se plier en deux ou se mettre à genoux.

La direction, dans une crise de mysticisme, a sans doute voulu s'offrir une crypte, comme à Lourdes. Nous, on ne tient pas à s'y casser les reins.

Elle n'aura qu'à venir prier pour que le miracle de l'élévation du papier se produise.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alcatel Thomson - Levallois.

Travail à la carte

« Allo ! Vous pouvez venir travailler ce soir pour les CNM ?

— Pour combien de temps ?

— Il y a du travail sur la barge.

— Très bien. »

Quatre jours plus tard, le jeune travailleur est renvoyé aux ASSÉDIC.

En même temps, la direction demande à des travailleurs de rentrer en heures supplémentaires, le samedi, dimanche et la nuit !

C'est sa façon à elle d'appliquer le travail à la carte.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chantiers Navals de la Méditerranée - La Ciotat.

Sombre histoire

A Usiphar, 3^e étage du Fayol, un cadre vient de s'installer dans un bureau occupé jusqu'ici par une employée — un simple bureau à deux fenêtres.

Mais pour le cadre, il faut trois fenêtres. Résultat : on recule les cloisons, et cela fera une fenêtre de moins pour tout le monde dans le bureau payé.

Encore quelques cadres à trois ou cinq fenêtres à caser, et on aura la prime de nuit !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf Romainville.

Même avec un boulier, c'est plus rapide

Les mécaniciens qui ont été licenciés jeudi dernier n'ont touché que leur paye de fin

février. Le solde de leurs indemnités ne leur sera versé que fin mars.

Alors que les licenciements sont prévus depuis 6 mois, le système de paye serait le seul coupable. Pourtant, c'est un système qui fonctionne à merveille pour calculer, à part, la grosse paye de quelques directeurs.

S'il fallait 6 mois pour la leur calculer, ils auraient déjà remplacé l'ordinateur par un boulier.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CGCT (Paris XV^e).

Uppercutant

Une nouvelle publicité de la Poste nous propose de donner de la pêche à notre budget... en ouvrant un 2^e compte.

Pour illustrer le slogan, l'image est pour le moins frappante : un postier tenant dans ses mains deux gants de boxe.

De quoi nous donner envie de s'en servir, de ces gants. Non pas pour avoir des comptes, mais plutôt pour aider l'administration à refaire les siens.

Car question salaires, on en est bien loin... du compte.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Paris 18.

□ CITROËN (Aulnay)

La justice contre les grévistes

Le 27 et le 28 février, au tribunal correctionnel de Bobigny, se sont déroulées les audiences du procès de 18 syndicalistes de la CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois accusés d'avoir participé à des bagarres le 2 février 1983. Les incidents se sont déroulés lors d'un débrayage appelé par la CGT sur le plateau retouches qui est le fief de la CSL, le syndicat patronal de Citroën.

La société Citroën s'est portée partie civile pour 19 personnes, qui auraient été agressées, et pour entrave à la liberté du travail. Et comme Citroën déclare ne pas avoir pu fabriquer son compte de voitures, la direction réclame devant le tribunal 300 millions de centimes pour manque de production.

Les accusés risquent de 4 à 6 mois de prison avec sursis, les 3 délégués jusqu'à 3 ans de prison.

De bien curieux témoins

Les 19 personnes agressées qui se sont succédé à la barre ont pour la plupart déclaré n'avoir pas reconnu leurs agresseurs et ont souvent dit qu'elles avaient été frappées dans le dos.

Quant aux 25 « témoins » à charge de Citroën, ils sont en majorité agents de maîtrise, agents administratifs, agents du personnel, agents de secteur, le plus bas dans la hiérarchie étant un régleur. Pour ces témoins « impartiaux », il n'y a pas de doute : tous affirment avoir été témoins ou victimes d'une agression par des militants syndicalistes. Les témoins se sont acharnés particulièrement sur trois d'entre eux, dont Akka Ghazi, qui auraient été aperçus dans l'ensemble des 19 agressions. Un record, en somme !

Parmi ces témoins, il y avait en particulier un certain Carnavalli, chef de secteur, qui avait été compromis il y a quelques années dans l'affaire du viol d'Issy-les-Moulineaux perpétré par des nantis de la CSL en 1972 sur une militante maoïste. Fort contrarié par les questions de l'avocat qui lui demandait dans quelle école il était devenu ingénieur — il n'est qu'ingénieur « maison » — il a quand même hargneusement fini par donner son adresse véritable, alors qu'au juge d'instruction il avait indiqué... le siège social de Citroën.

Les témoins de la direction n'étaient d'ailleurs pas très fiables. Un « témoin », qui avait affirmé à l'audience avoir vu un militant frapper, s'est ensuite

rétracté pour ne plus parler que « d'attitude menaçante ». Trois autres qui avaient déclaré au juge d'instruction appartenir à la CSL, honteux, nièrent leur appartenance au cours du procès.

Des victimes aux ordres de la direction

Quant aux victimes, lorsqu'elles ont été convoquées par deux experts pour vérifier leur état de santé, nombre d'entre elles ne se sont pas présentées et les autres, sauf deux, ont été déclarées tout à fait aptes à travailler.

A brûle-pourpoint un avocat de la défense a demandé à l'un des plaignants : « Vous réclamez combien ? ». Il ne sut que répondre et c'est l'avocat de la défense qui lui apprit la nouvelle : « Vous réclamez 12 000 F de dommages et intérêts ».

Cela n'a pas empêché les « victimes » de réclamer aux agresseurs des sommes allant de 12 000 F à 50 000 F, en plus des 300 millions de centimes de dommages réclamés par la société Citroën pour manque-à-produire.

Mensonges en tout genre

Cependant, au fil du procès, les accusations portées contre les militants paraissaient bien minces. L'avocat, Maître Noguères, l'a souligné pour l'un des accusés : « Prenez le cas de mon client, ici présent. On le voit une première fois avec une durite. Puis, avec un objet. Puis avec un genre



Pendant la grève à Citroën-Aulnay de mai 1984.

(AFP)

de morceau de cuir. Puis avec un parapluie pliant noir avec une crosse. En réalité, si on suit le raisonnement des témoins, celui-ci se promènerait non pas avec une arme, mais avec un véritable arsenal. S'en est-il servi pour frapper quelqu'un ? Non, tous les témoins disent l'avoir vu taper sur quelque chose pour faire du bruit. Est-ce un délit ? »

Les huit avocats de la défense qui ont plaidé pendant cinq heures ont fait, eux, le procès de Citroën, dénonçant les méthodes de mouchardage, d'intimidation, les meurtres perpétrés par sa milice patronale la CSL (ex-CFT), le climat de haine entretenu à l'égard des immigrés, les provocations, les cadences et les bas salaires. Ils ont cité entre autres un discours de Fauvet, directeur du personnel, dans lequel il a expliqué que « l'activité syndicale est considérée comme une violence à laquelle il faut opposer une contre-violence ».

Un procès politique

Le procès correspond à une vengeance de Citroën,

qui ne peut accepter que des travailleurs aient relevé la tête dans ses usines depuis la grève de 1981 et aient ébranlé sérieusement le système de répression qu'il avait mis en place. Mais, plus profondément, il voudrait intimider les travailleurs et les militants qui veulent continuer la lutte, malgré les 1950 licenciements de l'automne dernier.

Pour cela c'est l'arsenal judiciaire anti-grève le plus éculé qui est utilisé : faute de pouvoir se servir de la loi anti-casseurs qui a été abrogée, on a été rechercher un article de loi qui, selon un des avocats, est le seul article qui soit resté de la loi Le Chapelier, de 1791 ! L'objectif est de rendre les militants responsables des violences commises, même s'ils n'y ont pas participé. Et c'est pourquoi le procureur a affirmé qu'ils étaient « plus responsables que les auteurs des violences ». Ainsi les trois délégués, dont Ghazi, ont été particulièrement cités car leur condamnation civile faciliterait à coup sûr une procédure de licenciement.

Car ce procès est politique. Il s'agit d'intimider l'ensemble de la classe ouvrière, de lui démontrer

que non seulement la grève ne paye pas (à preuve les 1950 licenciements) mais qu'en plus les militants ouvriers paieront la note et passeront en justice.

La loi au secours de Citroën

Un exemple montre bien cette volonté du pouvoir judiciaire. Les avocats de la défense ont demandé qu'on reconnaisse l'irrecevabilité de la plainte de Citroën. En effet la société Citroën en tant que telle ne peut se porter partie civile à la place de ses salariés, et d'autre part elle n'a subi aucun dommage matériel.

D'autre part, les textes de loi invoqués ne correspondaient pas aux dommages subis. Par exemple, les arrêts de travail doivent être supérieurs à 8 jours, ce qui n'est pas le cas pour la majorité des « victimes ».

Le procès a dû être interrompu pour statuer sur cette irrecevabilité. La décision du président est révélatrice de cette volonté de continuer à tout prix un procès qui est une attaque en règle contre les grévistes : le président a choisi de continuer ce procès, décidant de ne se prononcer sur l'irrecevabilité — c'est-à-dire sur l'annulation du procès — que le 24 avril. A la fin du procès !

On ne pouvait guère s'attendre à autre chose après avoir entendu le procureur dire en substance qu'il était pour l'apaisement et qu'après avoir condamné des chefs au procès d'Harari (un militant CFDT qui avait été agressé par des nantis de la CSL), il était normal de ne pas « réveiller les vieux démons ». Bref, c'était au tour des 18 travailleurs d'être condamnés !

Correspondant L.O.

Citroën pris la main dans le sac

Lorsque Citroën a licencié 1950 travailleurs l'an dernier, avec son fameux « plan social » dans lequel il s'engageait à ce qu'ils aillent en formation payée, les licenciés devaient toucher 70 % de leur salaire.

Or la formation, bidon d'ailleurs, n'ayant commencé que 3 ou 4 mois plus tard, les travailleurs en attendant, étaient payés au chômage technique à 60 %.

Les licenciés de Citroën

intentent donc, avec la CGT, un procès collectif en Prud'hommes pour réclamer les 10 % manquants (1 200 F par personne en moyenne), ce qui est quand même la moindre des choses.

Si un travailleur avait volé quelques centaines de francs à l'usine, il serait en prison. Calvet, le P-DG de PSA, doit 228 millions de centimes aux travailleurs de Citroën. Mais il court toujours !

Correspondant L.O.

Sélection télé

Samedi 9 mars

20 h 35. FR3. **Le Disney Channel** : une sélection de dessins animés (Mickey, Donald, etc.) et un épisode de **Zorro**.

23 h 45. FR3. **Nuit du rock méditerranéen**.

Dimanche 10 mars

15 h 15. FR3. **Les femmes savantes**, comédie de Molière jouée par la Comédie Française, mise en scène de Jean Piat.

17 h 00. A2. **Molière**, film d'Ariane Mnouchkine (1978). Quatrième partie: l'illustre Théâtre de Molière s'est installé à Paris, pensionné par le roi.



20 h 35. TF1. **L'aile ou la cuisse**, film de Claude Zidi (1976) avec Louis de Funès et Coluche.

22 h 50. A2. **Concert** : Symphonie n° 4 de Brahms par l'Orchestre de Paris dirigé par Carlo-Maria Giulini.

23 h 50. FR3. Cinéma de minuit: **Je suis un évadé**, film américain de Mervyn Le Roy (1932) avec Paul Muni. Dans les Etats-Unis d'après la Première Guerre mondiale, avec le chômage et la crise dans l'agriculture, un homme seul lutte contre les diverses formes d'oppression pour garantir sa liberté et retrouver sa dignité. Le film est une dénonciation des conditions dégradantes faites aux prisonniers dans les bagnes.

Lundi 11 mars

20 h 35. TF1. **L'indic**, film de Serge Leroy (1982) avec Daniel Auteuil, Thierry Lhermitte et Pascale Rocard. Policier: les amours d'un truand et d'une jeune provinciale dont la police veut se servir comme indicatrice.



20 h 35. A2. **Mort accidentelle d'un anarchiste**, pièce de Dario Fo. L'histoire d'une bavure policière (un anarchiste soi-disant suicidé en passant par la fenêtre du commissariat où il était interrogé!), dénoncée avec verve et truculence. La justice et les institutions de la société en prennent pour leur grade au passage. On 'rit énormément. J.-J. Moreau y fait un numéro d'acteur époustoufflant.

20 h 35. FR3. Cycle le grand frisson (sic): **Landru**, film de Claude Chabrol (1962), avec Charles Denner, Danielle Darrieux et Michèle Morgan. Comédie d'humour noir avec le célèbre « Barbe-Bleue » du début du siècle.



Mardi 12 mars

20 h 40. A2. **Paradis pour tous**, film d'Alain Jessua (1982) avec Patrick Dewaere, Jacques Dutronc, Fanny Cottençon, Stéphane Audran et Philippe Léotard. Fable sociale et



humoristique à propos d'un soi-disant traitement par « flasing » aux micro-ondes des déprimés pour leur rendre la joie de vivre.

22 h 30. TF1. **Tintam'art**. Spécial synthétiseurs, ces appareils électroniques à faire du rythme et de la musique qui ont envahi toute la musique moderne. Comment ça marche? Quelles sont leurs possibilités et leurs limites?

Mercredi 13 mars

21 h 30. TF1. Les grands moments de la conscience française: **L'année terrible**, émission en deux parties de Claude Santelli consacrée à la Commune de Paris. Avec des textes de Victor Hugo, Jules Vallès, Louise Michel, Thiers, Lissagaray, lus et interprétés par Alain Cuny, Marie-Christine Barrault et bien d'autres. Claude Santelli veut nous faire sentir cette période de l'intérieur. Deuxième partie vendredi à 21 h 50.



22 h 05. A2. **Les jours de notre vie: l'air, l'eau, la santé**. Des spécialistes répondent sur les problèmes que pose la qualité de l'air et de l'eau et sur les moyens de la surveiller. Reportages sur des centres de contrôle et de traitement.

Jeudi 14 mars

14 h 45. A2. **Mourir à Belfast**, film anglais de Tony Luraschi (1979). En 1973, un Américain d'origine irlandaise, rejoint les rangs de l'IRA et participe à l'enlèvement et à l'exécution d'un juge trop partial.



20 h 35. TF1. **Au nom de tous les miens**, sixième épisode du feuilleton tiré du livre de Martin Gray et Max Gallo. Après l'écrasement du ghetto de Varsovie, Martin s'engage dans l'Armée Rouge pour venger les siens.

20 h 35. FR3. **Le soleil des autres**, téléfilm d'Armand Mefre réalisé par Guy Jorré. Un village provençal confronté à l'invasion des terres par les résidences secondaires. Une enquête policière menée dans un monde paysan qui, pour survivre, se soumet aux exigences des promoteurs immobiliers à la recherche du soleil.



22 h 40. A2. **Histoires courtes: Bluff** (prix du public au Festival d'Hyères (1982), une surprenante partie de poker avec Jean-François Balmer, Roland Blanche et Jean Bouise.

Vendredi 15 mars

20 h 35. FR3. **Vendredi: Les sentiers de la violence**, reportage de la télévision belge sur le groupe révolutionnaire du Sentier Lumineux au Pérou.



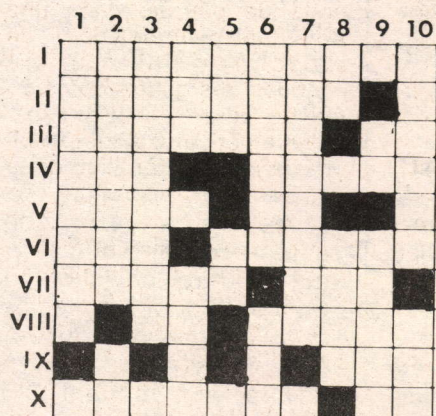
21 h 50. TF1. **L'année terrible**, suite de l'émission de Claude Santelli consacrée à la Commune de Paris de 1871: la Semaine Sanglante.

22 h 55. TF1. **Les grandes expositions: l'impressionnisme et les paysages français**, au Grand-Palais à Paris.

23 h 00. A2. **Ciné-Club**, cycle Jean Renoir: **L'homme du sud** (1945). Dans le sud des Etats-Unis, à la campagne, une famille pauvre naît, vit et meurt. L'Amérique des « pauvres Blancs ». William Faulkner est co-responsable des dialogues.



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Heureux ou bêtards, c'est selon. II. Fable édifiante. III. Centre de l'ovule d'une plante - Point trop n'en faut. IV. Début de troc - Se jette dans la mer Blanche. V. Changea l'atmosphère - Lac pyrénéen. VI. Font-ils courir les Roumains? - A des effets suffocants. VII. Se mérite chaque année - Supprima. VIII. Au milieu de l'atoll - Simule. IX. Sous la coque d'un bateau en radoub. X. Modes de transport pour quelques milliers d'ouvrières et leur chef - Permet d'en remettre.

VERTICALEMENT

1. Avare de comédie. 2. Les bonnes comptabilités le sont - Il serait bon que les patrons tombent dessus. 3. Retentit, dans toutes les campagnes. 4. Refuge du naufragé - Mieux vaut le limiter. 5. Peut qualifier l'espoir mais pas le rire, bien que... 6. Habitations fraîches - Siège à Moscou. 7. Bébé la perd parfois. 8. Quand il est grand, donne le vertige. 9. On s'y réunit - Qui n'en a pas? 10. Pain du pianiste - Fait rarement du bruit pour rien.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	A	I	M		A	C	C	E	S
II	A	M	E	U	T	E	R	A		U
III	R	E	N	T	E		U	N		R
IV	A		A	E	R	I	E	N	N	E
V	N	G		E	M	P	L	O	I	S
VI	D	E	I		E	O	L	I	E	N
VII	O	R	G	A	S	M	E	S		O
VIII	L	A	N	G		E	S		C	I
IX	E	N	E	I	D	E		P	A	S
X	S	T	E	G	O	S	A	U	R	E

Les saisons du cœur

écrit et réalisé par Robert Benton

Waxahachie est une petite ville agricole du Texas. En 1935 la paysannerie américaine était frappée depuis des années par la crise économique (c'est l'époque des *Raisins de la colère* de John Steinbeck). Le shérif est tué par un jeune Noir saoul et sa femme, Edna Spalding, doit survivre sans le salaire de son mari, jusqu'alors la seule ressource du ménage, et lutter pour pouvoir payer les traites et élever ses deux enfants, elle qui n'a jamais fait autre chose que tenir la maison.

Elle se décide à cultiver du coton. Mais ce n'est pas facile, dans un monde où c'est l'intérêt du banquier, les cours du coton (en baisse) et la haine raciale qui décident du sort des gens. A force de ténacité et de courage, elle arrivera au bout de sa première récolte, qui lui donnera les moyens de continuer.

Edna Spalding est jouée par Sally Field — l'interprète de *Norma Rae*. Elle donne à ce nouveau rôle la

même force d'émotion et la même intensité. Le film montre très bien ce Sud des Etats-Unis où les fermiers sont à la merci du banquier et des cours agricoles, où les Blancs et les Noirs vivent dans deux mondes différents, hostiles. Edna s'y débat, mais pour elle ce sont tout de même la générosité et la chaleur humaine qui priment, sans phrases, tout naturellement, très concrètement, même lorsqu'elle donne à manger à des vagabonds ou quand elle ment pour éviter la prison à un Noir.

Pour ce film, Robert Benton (réalisateur de *Kramer contre Kramer*) s'est inspiré de sa propre enfance, à Waxahachie justement, où il est né. Le film a d'ailleurs été entièrement tourné là-bas. Il l'a réalisé sans fioritures : en quelques plans il nous place au cœur du sujet, et il parvient à nous faire partager les sentiments et les situations de ses personnages sans gestes inutiles, sans images et sans mots superflus, avec



une retenue qui renforce l'émotion.

Cela donne un excellent film. Un film qui montre des êtres humains là où il n'y aurait de place que pour l'égoïsme et la lutte pour la survie. Un film amer aussi. Car on imagine sans peine que, pour une Edna Spalding qui a la force de lutter jusqu'au bout et la chance de gagner (pour combien de temps ?), combien de pauvres gens échouent et sont laissés pour compte. En fait, pour les millions de

paysans chassés de leur terre à cette époque, cette solution individuelle n'existait pas. Seule une lutte collective contre le système qui les avait spoliés aurait pu résoudre leurs problèmes.

Et puis, si Edna réussira, sur sa terre, grâce d'ailleurs à l'aide d'un ouvrier agricole noir, Moses, à cultiver son coton, elle sera impuissante à empêcher que le Ku Klux Klan le passe à tabac et l'oblige à s'en aller.

Claude CHARVET

Hollywood graffiti

Hollywood Graffiti, c'est le titre « français », qui ne veut pas dire grand-chose. Il s'agit de « sous-produits » de films anciens d'Hollywood, de bouts de pellicules ratées parce que les acteurs ont bafouillé ou lâché un juron à la place de leur texte. En principe, ces morceaux vont à la poubelle mais certains ont été conservés. C'est parfois divertissant, parfois lassant. Il y a aussi des « publicités » réalisées par des acteurs de renom et qui sont franchement ridicules. Pas plus d'ailleurs que celles que réalisent de nos jours d'autres vedettes connues. Et puis aussi des cérémonies de remises d'oscars qui sont elles aussi ridicules, mais bien longues, et des réclames, à l'époque de la guerre pour des bons du Trésor ou de la Défense nationale.

Il s'agit d'un film irrévérencieux, pas bien méchant en définitive, quelquefois très drôle, mais d'un intérêt très inégal.

A.V.

Sélection dans les salles parisiennes

Films récents...

EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Normandie 8° (vo).



GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2°. George V 8°.



ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniévski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS. Gaumont Les Halles 1° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo).



LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Forum Orient Express 1°. Rex 2°. UGC Opéra 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Normandie 8°. UGC Boulevards 9°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Paramount Montparnasse 14°. Paramount Orléans 14°. Convention St-Charles 15°. Trois Murat 16°. Wepler 18°.

PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo).

LA DÉCHIRURE. de Roland Joffé.

Le Cambodge des Américains aux Khmers Rouges. Un film qui montre l'horreur des deux côtés. Gaumont Les Halles 1° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Bretagne 6°. Paramount Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Paramount Opéra 9°. 14 Juillet 11° (vo). Nation 12°. Paramount Galaxie 13°. Paramount Gobelins 13°. Gaumont Sud 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Mayfair 16° (vo). Paramount Maillot 17°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime... Impérial 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Ciné Beaubourg 3° (vo). Odéon 6° (vo). George V 8° (vo). Ecurial Panorama 13° (vo). Montparnos 14°. UGC Convention 15°. Calypso 17° (vo). Paris Loisirs 18°.

STRANGER THAN PARADISE. de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».

Ciné Beaubourg 3° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Trois Parnassiens 14° (vo).

LES SAINTS INNOCENTS. de Mario Camus.

La vie d'une famille paysanne sous la férule d'un régisseur d'un immense domaine dans l'Espagne des années 1960. Un tableau brutal et poignant de l'oppression des « damnés de la terre » de la campagne espagnole. Reflet Logos 5° (vo) (attention : seulement jeudi, vendredi, lundi et mardi à 14 h.)



TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un crime qui s'est déroulé il y a quelques mois, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme. Gaité Boulevard 2°. Paris Ciné 10°.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et

frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet Parnasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

... et moins récents

LE VIEUX FUSIL. de Robert Enrico.

La vengeance d'un chirurgien contre des soldats allemands qui ont massacré sa famille.

Paramount City Triomphe 8°. Paramount Opéra 9°. Paramount Montparnasse 14°.

LE SALAIRE DE LA PEUR. d'Henri-Georges Clouzot, avec Yves Montand et Charles Vanel.

Un film explosif tiré du roman de Georges Arnaud, tourné en 1953 : pour 2 000 dollars de prime, des hommes transportent sur 500 kilomètres de la nitroglycérine destinée à souffler l'incendie d'un puits de pétrole, dans une Amérique centrale, point de rencontre d'aventuriers échoués des quatre coins du monde et de riches compagnies américaines qui exploitent la région au milieu de la misère des populations de ces pays. Saint-Germain Studio 5°. Elysées Lincoln 8°. Lumière 9°. Trois Parnassiens 14°.

LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest.

Forum Arc-en-Ciel 1°. Latina 4°. Contrescarpe 5°. Studio Alpha 5°. George V 8°.

« Adieu Volodia »

de Simone Signoret

Simone Signoret, pour son premier roman, a choisi d'imaginer la vie de deux familles juives, les Guttman et les Roginski, émigrées l'une d'Ukraine et l'autre de Pologne, et se retrouvant entre les deux guerres dans un petit immeuble de Belleville, au milieu de ce quartier refuge à cette époque de toute une émigration juive d'Europe centrale.

Les deux femmes sont ouvrières à domicile pour un atelier de costumes. Les maris sont l'un ouvrier maroquinier, l'autre ouvrier fourreur. Petit à petit, on sait tout sur eux : les voisins, les amis, la famille proche et les cousins lointains, les ancêtres, les enfants, et surtout la vie de tous les jours.

Parfois, on s'éloigne un peu de l'immeuble de



la rue de la Mare à Belleville, pour aller voir à Neuilly du côté d'un frère qui a réussi dans les affaires, ou bien encore dans le milieu du cinéma

avec la jeune Zaza qui voudrait trouver une place d'habilleuse.

Evidemment, certains événements de cette époque fournissent le sujet

de beaucoup de discussions dans cette famille : l'assassinat de Pétlioura, responsable d'assassinats et de pogroms contre les Juifs en Ukraine et en Pologne, la venue d'un cousin d'URSS, le Front Populaire ont des répercussions sensibles sur la vie somme toute tranquille de cette petite communauté. On la voit même fonder une « coopérative ouvrière ». Evidemment, la guerre de 1939 détruira tout cela.

Avec tous ces personnages sympathiques, qu'elle a sans doute connus et pas seulement imaginés, Simone Signoret a fait un livre facile à lire, à la fois roman et témoignage.

Bertrand GORDES

Adieu Volodia, de Simone Signoret, éd. Fayard, 566 p., 98 F.

Une France poujadiste ?

de Fonvieille-Alquier

Celui qui, à la lecture du titre, chercherait à comprendre à travers cet ouvrage ce que fut le mouvement poujadiste en France dans les années cinquante risque d'être déçu : il y a, en tout et pour tout, cinq pages consacrées à ce sujet, dont une se compose de définitions du dictionnaire...

Trompé aussi celui qui s'attend à une étude de la situation politique en France recherchant si les bases d'une renaissance du poujadisme existent à l'heure actuelle. Non, ce livre n'est rien d'autre qu'un ouvrage de circonstance écrit pour une période électorale, où l'auteur tente servilement de redorer le blason du gouvernement Mitterrand en traitant de « poujadistes », quand ce n'est pas d'imbéciles, tous ceux qui formulent la moindre critique à l'égard du régime.

Sont « poujadistes », en vrac : les amuseurs publics qui, tel Coluche, devraient être « envoyés à la Santé », sous le délit « d'offense au suffrage universel » ; Brasseurs qu'il définit comme un « anarchiste de droite » ; les dirigeants syndicaux, « qui cultivent les mécontentements » et le « syndicalisme bifteckard » et « n'ont pas su éduquer leurs troupes dans le culte du civisme » ; « L'irresponsabilité du Parti Communiste » qui a « fait naître des espoirs insensés dans l'esprit des gens ». Poujadiste aussi le fonctionnaire qui ne fait pas de zèle, attitude « admissible à la rigueur sous un régime de droite » mais qui n'est plus « convenable dès l'instant où la gauche arrive au pouvoir » ; le citoyen qui tente de tricher avec ses impôts alors qu'il devrait en payer plus, volontairement, « afin que l'Etat vive mieux », etc. On pourrait allonger indéfiniment la liste des âneries débitées en si peu de pages.

Bref, maintenant que les hommes politiques chers au cœur de cet ancien journaliste du Monde, Fonvieille-Alquier, sont au gouvernement, tout ce qu'ils font est forcément pour le bien du peuple, puisqu'ils se prétendent de gauche. Du coup, le peuple devrait accepter toutes les restrictions, tous les sacrifices, mais il serait trop bête pour le comprendre. Fonvieille-Alquier dit à un endroit qu'outre le civisme, il faut réhabiliter l'esprit « fayot » : on ne peut nier qu'il paie de sa personne pour donner l'exemple.

Marianne LAMIRAL

Une France poujadiste ? de François Fonvieille-Alquier, éd. Universitaires, 183 p., 95 F.

« La formation professionnelle continue »

par Claude Dubar

Voilà un petit livre de circonstance puisque la formation professionnelle est à la mode, étant présentée souvent comme une solution aux problèmes des chômeurs. Mieux formés professionnellement, les ouvriers trouveraient soi-disant un travail.

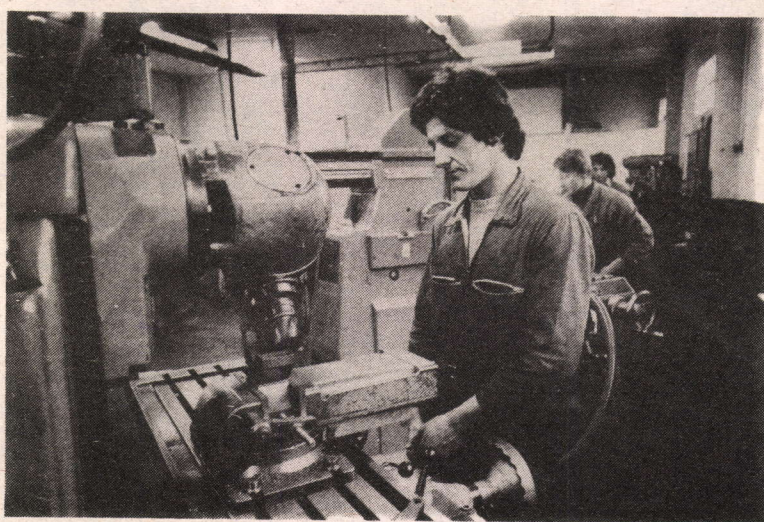
En faisant d'abord un court historique puis un exposé de la situation actuelle de la formation professionnelle continue et de ses différentes formules, l'auteur montre l'écart entre les discours officiels et la réalité.

Ainsi, rappelle-t-il, le rapporteur du budget de la promotion sociale exposait à l'Assemblée nationale en 1959 que « l'effort de promotion était une nécessité sociale pour qu'à la notion de lutte des classes, chaque jour plus anachronique, puisse succéder demain l'unité sociale de la nation ». Mais de réformes en réformes, les différents avatars de la formation continue n'ont pas amoindri les inégalités sociales, au contraire. Tout au plus voit-on que les accords et textes successifs, notamment dans les années 70, ont donné quelques strapontins

aux syndicats dans différentes instances de formation et obligé les patrons à la financer en partie (ce que beaucoup faisaient déjà).

La loi de février 1984, prise sous les auspices du ministre communiste Rigout, s'attache surtout à associer encore plus les syndicats aux « objectifs et moyens de la formation professionnelle » en fonction des objectifs économiques et des « mutations techniques », tout en précisant qu'il n'est pas question de porter atteinte « à la responsabilité du chef d'entreprise dans la formation ». Et cette loi propose de nouvelles formules « d'initiation à la vie professionnelle pour les jeunes chômeurs ».

Ces dernières dispositions illustrent comment fonctionne actuellement la formation professionnelle continue, et l'auteur y insiste : à l'Etat la prise en charge des chômeurs dans des voies de garage, aux entreprises la direction des seules formations qui les intéressent, celles qui répondent à leurs besoins ponctuels en personnel qualifié. L'auteur montre qu'ainsi la formation professionnelle s'adresse sur-



tout aux cadres puis en second lieu, aux travailleurs les plus qualifiés. « Entre un travailleur non qualifié d'une petite entreprise et un cadre d'une grande entreprise, écrit-il, le rapport des chances d'accès annuel à la formation professionnelle continue était de l'ordre de 1 à 100 ».

Cette formation telle que la décrit l'auteur n'est ainsi évidemment une solution ni pour réduire le chômage ni pour réduire les inégalités... et encore moins la lutte de classes ! Mais il y croit tout de même un peu et voit en elle « une nécessité pou-

vant jouer un rôle moteur dans les changements futurs ». Il place des espoirs en la matière dans « les propositions avancées fin 1984 par la Régie Renault ».

Il faut dire que lorsqu'on est un universitaire versé dans la « sociologie du travail, de l'éducation et de l'emploi », on se doit d'y croire, pour ainsi dire professionnellement, sous peine de devoir se recycler.

Michel BROUSSE

La Formation professionnelle continue, de Claude Dubar, éd. La Découverte - Collection Repères, 119 pages.

Deux livres sur le Cambodge

« Les pierres crieront » de Molyda Szymusiak



Si les troupes des Khmers rouges avaient été applaudies à leur arrivée au pouvoir en 1975, c'est que c'est une dictature sanglante, appuyée par les Américains, qu'elles renversaient. (Ph. AFP).

L'auteur, Molyda Szymusiak est, sous un nom d'adoption, une jeune Cambodgienne qui avait à peine douze ans lorsque les Khmers rouges sont entrés dans Phnom Penh en avril 1975. Son père était un haut fonctionnaire de la capitale

et son sort fut celui de la plupart des citoyens.

Ce livre est son témoignage précis, détaillé, sur ce qu'elle a vécu. Comme des milliers d'autres citoyens, elle fut envoyée avec sa famille à la campagne. Au début, les Khmers rou-

ges disaient qu'ils voulaient nettoyer la ville des bandits : « C'est l'affaire de deux ou trois jours ». En fait, elle devait errer pendant quatre ans, en proie au travail forcé, de l'aube à la nuit, à la faim et à la peur.

Elle raconte son odyssée jour après jour, la terreur quotidienne, soit par la faim, soit par la maladie, soit parce qu'on avait eu un mot ou une attitude qu'il ne fallait pas avoir ! C'était l'obsession de trouver quelque chose à manger, de tenir. L'auteur, aujourd'hui unique survivante de sa famille, devait tour à tour voir mourir sa mère, ses frères et ses sœurs, son père.

Le livre est donc un témoignage accablant sur ce que fut le Cambodge des Khmers rouges. Mais jamais dans ce livre, l'auteur ne pose de ques-

tions : pourquoi les Khmers rouges voulaient-ils éliminer des centaines de milliers d'habitants des villes ? Par quel enchaînement se sont-ils retrouvés au pouvoir ? C'est ce qui fait que, lorsqu'on referme ce livre, on est effrayé par l'incroyable dérive qui a pu faire que, au nom du communisme, un régime d'une telle barbarie a pu s'imposer.

Mais il ne faut pas oublier lorsqu'on lit ce témoignage, que la barbarie des Khmers rouges est bien plutôt le produit de la situation dra-

matique dans laquelle a été plongé le Cambodge sous la domination impérialiste : c'est du sous-développement, de l'exploitation impérialiste, de la dictature sanglante de Lon Nol, des bombardements massifs de l'armée américaine, que sont sortis les Khmers rouges, comme une sorte de reflet inverse de la barbarie du système impérialiste.

Laurence VINON

« Les pierres crieront » de Molyda Szymusiak, éd. La Découverte - Actes et mémoires du peuple, 89 F.

« La déchirure »

de Christopher Hudson

Ce livre s'inspire à la fois du reportage paru dans le New York Times, qui fut à l'origine du film, et du scénario écrit pour le film. On y retrouve l'épopée d'un journaliste américain, Schanberg, et de son assistant cambodgien Pran ; tout d'abord en 1973 et en 1975, lors des dernières années de présence des Américains qui, depuis 1968, déversaient des tonnes de bombes (pour un coût de 7 milliards de dollars) sur le Cambodge pour en déloger le Vietcong. Sur la fin, le rythme était de 80 raids par jour sur le pays (vingt fois plus que le maximum des raids sur le Vietnam).

On voit l'état de décomposition de cette société cambodgienne juste avant le retrait précipité des Américains : l'armée d'abord, celle de Lon Nol, fantoche installé par les Etats-Unis « les commandants de l'armée (...) se mirent à revendre les canons et les mortiers de l'armée américaine à leurs ennemis les Khmers rouges (...) un tiers des appointements de l'armée allèrent à des soldats imaginaires ». On voit « les hyènes et les vautours qui prospèrent dans toute société parvenue à un stade

avancé de décomposition, spéculateurs français ou allemands proposant aux Cambodgiens affolés, qui s'en allaient en exil, des sommes dérisoires pour leurs trésors d'art khmer ; armateurs australiens et indonésiens embarquant à prix d'or des riches familles partant vers la Thaïlande ».

La première moitié du livre traite de la période de la dictature de Lon Nol ; la situation économique est désespérée, parfois proche de la famine. « Le taux d'inflation était si élevé que les professeurs d'université s'étaient mis en grève parce que leurs salaires ne suffisaient pas à payer leurs tickets d'autobus ».

Le point de vue politique de l'auteur, semblable en cela à bien des journalistes américains auteurs de tels reportages, est celui d'un libéral qui reproche aux dirigeants US leurs responsabilités dans l'échec d'une solution modérée : les Américains ont attisé les haines, « occulté la voie moyenne » : « les bombardements américains (...) ont rendu possible l'arrivée au pouvoir et la montée de la terreur des Khmers rouges qui, en 1970, n'étaient qu'une force minime et

désorganisée », mais « les Khmers rouges gagnaient parce que leurs chefs savaient pourquoi ils se battaient », ce qui n'était pas du tout le cas des soldats de l'armée de Lon Nol. L'auteur accuse les Etats-Unis : « nous nous sommes servis d'eux (les Cambodgiens) et ils se sont battus pour nos propres intérêts, à notre place ».

Le problème est que, si la voie « moyenne » et « libérale » tant souhaitée par l'auteur n'a pas été retenue par les dirigeants US, c'est que justement leur propre intervention, leur propre présence exacerbaient les contradictions sociales, entraînaient la décomposition totale de la société. Au point que les Américains ont finalement eu recours, pour tenter de se maintenir, à la dictature de Lon Nol. C'est celle-ci qui a débouché tout naturellement ensuite, lorsqu'ils ont abandonné le terrain, sur la dictature des Khmers rouges, que nous décrit la seconde partie du livre.

Laurence VINON

La Déchirure, de Christopher Hudson, éd. Presses de la Cité, 80 F.

L'étourdi

de Jean Noli

Ce court roman autobiographique se situe à Paris, dans les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale. Le héros, arrivé de son Italie natale, doit à sa naturalisation française la corvée de faire ici son service militaire. Vient alors un chapitre assez cocasse où il montre comment les paras, où il a été versé par hasard, n'ont absolument pas réussi à faire « un homme » d'un rêveur individualiste et pas très dégourdi.

Mais l'essentiel du livre est consacré à sa vie à Paris : les copains, les petites amies qu'on cherche à épater, les métiers qu'il faut bien faire, parce qu'on arrive à un âge où

l'on ne peut plus se faire entretenir par sa mère, mais qui n'ont rien d'exaltant. C'est ainsi qu'il se retrouve successivement cuiseur de gaufres dans une biscuiterie familiale, débardeur aux Halles, livreur dans le Sentier parce qu'il a eu la chance de récupérer un vélo, etc.

Centré sur un personnage, ce livre montre peu la vie et les problèmes qui se posaient à l'époque. Mais il reflète cependant, de façon simple et drôle, parfois, les préoccupations d'un jeune ouvrier.

Marianne LAMIRAL

L'étourdi, par Jean Noli, éd. J.-C. Lattès, 218 pages, 79 F.

La rive noire

de Michel Fabre

L'ouvrage de Michel Fabre traite de l'installation à Paris, à chacune des deux après-guerres essentiellement, d'écrivains noirs américains venus vivre dans un pays auquel l'écho de la Révolution française a donné bonne réputation en matière de « Liberté, Egalité et Fraternité »... même si cette réputation est surfaite.

Il est donc question dans ce livre de Richard Wright, James Baldwin, Chester Himes, Claude McKay, écrivain lié au PC américain entre les deux guerres. McKay semblait avoir compris, avant bien d'autres, qu'en tant qu'Américain, il bénéficiait d'un traitement supérieur à celui de l'Africain ou à celui du Maghrébin : ce qui provoquait chez lui plus de révolte que de satisfaction.

Mais en général, ces aspects sont plus suggérés que réellement analysés dans ce livre où l'auteur s'intéresse avant tout à l'influence que Paris et la vie parisienne ont pu avoir sur l'œuvre de ces écrivains. Il faut dire que Michel Fabre est un spécialiste de la littérature et de la culture noires aux Etats-Unis et que son projet est avant tout littéraire. C'est pourquoi on ne trouvera guère que des allusions ou des anecdotes sur l'engagement politique des auteurs étudiés, bien que pour quelques-uns ce fut un choix important. En conclusion : un livre décevant, pour ceux qui y chercheraient autre chose.

Jacques FONTENOY

La rive noire, de Michel Fabre, éd. Lieu Commun, 337 p., 95 F.

CHILI

Catastrophe naturelle, incapacité gouvernementale

Au Chili, le tremblement de terre qui a eu lieu pendant la nuit du dimanche 3 mars a fait 135 morts, 7

disparus, 2 000 blessés et 152 000 sans-abri. C'est la secousse la plus forte ressentie depuis quinze ans



par le pays.

Cette catastrophe naturelle est aggravée par l'état de sous-développement du Chili et par l'incurie du gouvernement, plus prompt à réprimer qu'à secourir la population.

Ainsi, à San Antonio (à 120 kilomètres à l'ouest de Santiago), 90% des bâtiments et des maisons ont été endommagés : ce sont pour la plupart de modestes bâtisses de briques et de torchis. A Santiago, la situation est la même : les sinistrés ont déjà passé plusieurs nuits dehors, sur des matelas et des couvertures.

« Nous allons régler les problèmes et nous fournirons des logements d'urgence aux sinistrés » a déclaré Pinochet, mais les sinistrés attendent toujours les tentes promises. Ils se sont simplement vu offrir les stades pour y entasser leurs meubles... Par contre, la dictature a décidé dès lundi d'établir

un couvre-feu total à Santiago entre minuit et cinq heures du matin, pour « sauvegarder l'ordre public et assurer la protection des biens ».

Il s'agit officiellement d'empêcher le pillage. L'armée chilienne et le régime font ce qu'ils savent faire : prendre des mesures d'autorité, arrêter des gens dans les rues, contrôler la population, ils connaissent. Cela fait partie de leur entraînement, largement acquis dans le coup d'Etat de 1973 et les nombreuses mesures de répression qui ont suivi, sans parler de la répression des nombreuses journées de protestation de ces derniers mois.

Cette armée, qui sait se mobiliser en quelques heures d'un bout à l'autre du pays pour faire régner « l'ordre », pour frapper et emprisonner quand ce n'est pas massacrer, elle n'est pas là quand il s'agit d'effectuer les secours d'urgence, de

mettre en place rapidement des moyens de logement provisoires, de ravitailler la population. Elle en aurait pourtant tous les moyens matériels, mais elle ne le fait pas. D'abord parce que le régime se moque bien des conséquences terribles de ce tremblement de terre pour la population chilienne. Ensuite parce que, de toute façon, un Pinochet ne tient sans doute pas à donner à ses soldats l'idée qu'ils pourraient servir à autre chose qu'à la répression et avoir un autre type de rapports avec la population. Quand l'armée est la colonne vertébrale d'un régime, il importe de veiller à maintenir une mentalité de prétoires parmi les soldats.

Dans les fractures créées par le tremblement de terre, l'approfondissement du fossé entre le régime de Pinochet et la population chilienne ne sera pas le moindre.

L.V.

NICARAGUA

Les grandes manœuvres de Reagan

Reagan et ses conseillers ne cessent de le répéter : ils ne veulent pas du régime sandiniste au Nicaragua. Quelle que soit la part du bluff politique dans leur attitude, qui allie la violence verbale à une prudence calculée sur le plan des interventions, la politique de Reagan est résolument anti-sandiniste. Cela se traduit sur le plan militaire par l'aide massive qu'ils apportent aux « contras » qui entretiennent la guérilla dans les régions frontalières du pays ; sur le plan économique par la tentative d'asphyxier au maximum l'économie nicaraguayenne ; et sur le plan diplomatique par des manœuvres d'isolement du régime de Managua, pour l'amener à faire des concessions qui l'affaibliront encore plus.

Et pourtant, la semaine dernière, on apprenait que Daniel Ortega, le président sandiniste, annonçait le départ de cent conseillers militaires cubains et le gel des achats d'armement. C'était un geste vis-à-vis de Washington. Un geste politique qui intervenait au moment même où Reagan s'efforçait de convaincre les parlementaires américains qu'il fallait venir à bout du régime sandiniste. La Maison-Blanche en tout cas n'a voulu y voir qu'une « manœuvre ».

Puis ce fut une rencontre surprise à Montevideo, au

moment de l'intronisation du nouveau président uruguayien, entre Schultz, secrétaire d'Etat américain, et Ortega, le sandiniste. Là encore le représentant américain ne cède pas un pouce : ce qu'il veut, c'est de nouvelles élections... et le départ des sandinistes !

Enfin, divers dirigeants de la « Contra » font des offres de « dialogue national » aux sandinistes, avec — comme c'est curieux ! — la demande de nouvelles élections. Et si le 20 mars le gouvernement de Managua n'a pas répondu favorablement, « toute solution politique » sera écartée. Cet ultimatum demande en outre la dissolution des Comités de défense sandinistes. Quant aux tendances qui n'ont pas signé ce texte, comme par exemple Eden Pastora, c'est uniquement parce qu'il pense que la seule solution est militaire et qu'une aide accrue des USA suffirait.

Face à cette offensive, le gouvernement sandiniste fait preuve de sa « bonne volonté ». Mais celle-ci ne change pas d'un pouce la résolution de ses adversaires, épaulés par l'impérialisme américain.

Visiblement, les Etats-Unis jouent sur l'usure et le temps. Ils comptent qu'après cinq ans de pouvoir, de compromis, de concessions, de difficultés, le poids de la crise, doublé par le quasi-blocus américain,



Le président nicaraguayen Daniel Ortega et le secrétaire d'Etat nord-américain George Schultz lors de leur rencontre à Montevideo.

risque d'entraîner un affaiblissement du soutien populaire aux sandinistes.

Une expédition militaire américaine paraît trop hasardeuse — ou d'un prix trop élevé — actuellement. Ils laissent donc pourrir la situation, en souhaitant que le mécontentement donnera aux « contras » l'appui populaire qui leur fait défaut.

Mais jusqu'ici, au prix de dépenses budgétaires énormes et d'une mobilisation quasi permanente, les « contras » ont été militairement contenus aux frontières du pays.

Combien de temps cette situation pourra-t-elle durer ? Combien de temps les sandinistes pourront-ils

encore tenir ? Jusqu'où les suivra une population pay-sanne qui n'a pas lésiné sur sa peine et sur son soutien, mais qui n'a pas vu ses aspirations satisfaites ? Les masses déshéritées du Nicaragua, comme les masses déshéritées d'Amérique centrale, connaissent leur ennemi : l'impérialisme américain. Mais leur combat ne pourra triompher que si, dépassant les frontières de l'Etat national, il est le point de départ du soulèvement de tous les exploités d'Amérique latine, de tous les Chicanos d'Amérique, de tous ceux qui sont leurs véritables alliés : les prolétaires de cette partie du monde.

Alain LEMART